



Rapport de résultats 2020

Projet de Développement Agricole
dans la Tshopo

RD Congo



Table des matières

1	ACRONYMES.....	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	7
2.1	FICHE D'INTERVENTION.....	7
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	8
2.2.1	<i>Pertinence.....</i>	8
2.2.2	<i>Efficacité.....</i>	8
2.2.3	<i>Efficiéce.....</i>	9
2.2.4	<i>Durabilité potentielle.....</i>	10
2.2.5	<i>Conclusions.....</i>	11
3	SUIVI DES RESULTATS	13
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	13
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel.....</i>	13
3.1.2	<i>Contexte de gestion.....</i>	14
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	15
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	15
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	19
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	19
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	21
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	25
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	30
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	30
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	31
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	32
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	37
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	37
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	37
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	38
3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	42
3.6.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	42
3.6.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	43

3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	43
4	SUIVI BUDGETAIRE	47
5	RISQUES ET PROBLEMES	48
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	56
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	56
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS.....	57
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	57
7	THEMES TRANSVERSAUX	57
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	57
7.2	GENRE	58
7.3	DIGITALISATION	58
7.4	EMPLOIS DECENTS	58
8	LEÇONS APPRISSES	59
8.1	LES SUCCES	59
8.2	LES DEFIS.....	61
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE	61
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES.....	62
9	PILOTAGE	63
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION.....	63
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	64
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	67
9.4	RECOMMANDATIONS	68
10	ANNEXES	71
10.1	CRITERES DE QUALITE	71
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	76
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL).....	85
10.4	APERÇU DES MoRE RESULTS	85
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	86
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	88

1 Acronymes

AGR	Activité Génératrice de Revenus
ATI	Assistant Technique International
ATN	Assistant Technique National
BTT	Batteuse
CARG	Conseil Agricole et Rural de Gestion
CCPA	Conseil Consultatif Provincial Agricole
CCS	Cadre de Concertation de Secteur
CCT	Cadre de Concertation de Territoire
CdS	Convention de Subsidés
CEP	Champ Ecole Paysan
CIFOR	Centre International pour la Recherche Forestière
CoCoMa	Comté de Concertation Multi Acteurs
COPROSEM	Comité Provincial des Semences
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
CP	Comité de Pilotage
CSML	Centre de Services Marché et Logistique
DL	Développement Local
DTF	Document Technique et Financier
ECT	Expert en Coopération Technique
EDUT	Programme d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle dans la Tshopo
Enabel	Agence Belge de Développement
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
ETR	Evaluation finale
FONER	Fond National d'Entretien Routier
FORETS	Formation, Recherche, Environnement dans la Tshopo
GIFS	Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols
GIZ	Agence de Développement Allemande
FC	Franc Congolais
ICRAF	Centre International pour la Recherche en Agroforesterie

IFA	Institut Facultaire des sciences Agronomiques
IITA	International Institute of Tropical Agriculture
IMF	Institution de Micro-Finance
INERA	Institut National d'Etudes et de Recherches Agronomiques
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
IPAGRI	Inspection Provinciale de l'Agriculture
IPAPEL	Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage
IPDR	Inspection Provinciale du Développement Rural
Kg/Ha	(Rendement exprimé en) Kilogramme par Hectare
MINAGRI	Ministère de l'agriculture
Ml	Mètre linéaire
Mn	Manioc
MP	Marché Public
MTR	Evaluation mi-parcours
ONGD	Organisation Non Gouvernementale de Développement
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation de Producteurs Agricoles
PADP	Programme d'Appui aux Divisions Provinciales de la santé
PAIDECO	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Communautaire
PAIOSA	Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole
PAT	Plan d'Aménagement du Territoire
PDL	Plan de Développement Local
PICS	Sac à triple ensachage
PIDR	Programme Intégré de Développement Rural
PIREDD	Projet Intégré REDD
PLVS	Programme de Lutte contre les Violences Sexuelles
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPIA	Programme Provincial d'Investissement Agricole
PRODAKK	Programme de Développement Agricole dans le Kwilu-Kwango
PRODAKOR	Programme de Développement Agricole dans le Kasai Oriental
PRODAT	Programme de Développement Agricole dans la Tshopo
PRODET	Programme de Désenclavement du District dans la Tshopo

PTF	Partenaire Technique et Financier
RA	Riz (variété) amélioré
RAF(I)	Responsable Administratif et Financier (International)
RC	Renforcement de Capacités
RDC	République Démocratique du Congo
RR(A)	Rapport de Résultats (Annuel)
SCV	Semis Sous Couvert Végétal
SENASEM	Service National des Semencier
SIM	Système d'Informations sur les Marchés
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SQD	Semence de Qualité Déclarée
SRF	Structure de Recherche et Formation
STD	Services Techniques Déconcentrés
UE	Union Européenne
UPDKIS	Union Paysanne pour le Développement de Kisangani
USD	Dollar américain
US	Unité de Stockage
UT	Unité de Transformation

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme de Développement Agricole dans la Tshopo – PRODAT
Code de l'intervention	RDC 1217711
Localisation	RD Congo – Province de la Tshopo
Budget total	Contribution belge : Selon le DTF original : 11.000.000 EUR Suite à la décision des COMPAR (11/2019 et 03/2020) : +4.000.000 soit 15.000.000 EUR
Institution partenaire	Ministère en charge de l'Agriculture et du Développement rural (national et provincial)
Date de début de la Convention spécifique	06 Novembre 2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	Démarrage : 20 mars 2015 Première SMCL : 28 Juin 2015
Date prévue de fin d'exécution	31 décembre 2022
Date de fin de la Convention spécifique	06 Juillet 2023
Groupes cibles	Bénéficiaires directs : les populations (agriculteurs et autres) habitant dans les zones d'intervention.
Impact¹	Les revenus des exploitations familiales dans les zones cibles du district de la Tshopo sont augmentés grâce à une relance durable de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté
Outcome	Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales 2. Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés 3. Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole 4. Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques
Année couverte par le rapport	2020

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.2 Auto-évaluation de la performance

2.2.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Les objectifs global et spécifique du PRODAT sont alignés sur les objectifs du Plan National d'Investissement Agricole 2013-2020 de la RD Congo et du Plan Provincial d'Investissement Agricole 2020-2024 de la Tshopo (validé lors des Etats généraux de l'Agriculture et de la Nutrition, tenus à Kisangani en octobre 2019), notamment au niveau du programme 1 (Promotion des filières agricoles et de l'agri business), Programme 3 (Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles), et Programme 4 (Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles). Les stratégies de mise en œuvre de PRODAT et du PNIA/PPIA sont assez proches sur bien des aspects : inclusion, responsabilisation et renforcement de capacités des acteurs locaux, prise en compte systématique des aspects du genre et de la bonne gouvernance, amélioration de la productivité agricole dans une logique de développement durable (point de vue économique et environnemental), accès aux marchés.

Au regard de ce qui précède et des résultats obtenus, la logique d'intervention est appropriée ; au niveau de la production agricole et du post récolte, l'introduction d'innovations simples facilement appropriables via des tests à petite échelle puis leur diffusion ont permis de répondre à certaines contraintes auxquelles les ménages et les organisations agricoles font face (accès à la semence de qualité, pratiques agricoles appropriées en termes de productivité et de respect de l'environnement, valorisation des productions et accès aux marchés). Le renforcement progressif des services techniques déconcentrés est recherché à travers une déconcentration ou un déploiement des agents au plus près des exploitations familiales (ménages agricoles) ainsi que la facilitation des échanges entre les niveaux provinciaux et locaux.

2.2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

L'efficacité du PRODAT est jugée bonne en raison des résultats atteints et des adaptations au contexte local ainsi qu'à la crise sanitaire mondiale actuelle (covid-19).

La productivité, sur le riz et le manioc notamment, continue de progresser malgré les perturbations climatiques importantes (avec décalage des dates de semis) constatées depuis plusieurs saisons culturales ; notons que l'incidence de ces perturbations a été bien absorbée par l'utilisation de semences de qualité, la mise en œuvre de pratiques agricoles adaptées (rotation/assolement avec légumineuses, semis en ligne, semis sous couvert végétal ou paillage, ...) ainsi que l'exploitation des bas-fonds. L'application croissante de systèmes durables par rapport à l'agriculture itinérante sur brûlis permet une certaine résilience (contraintes limitées à une période pluvieuse pour le semis et plus à une période sèche préalable pour le brûlis) et épargne la forêt.

L'amélioration des revenus des ménages agricoles, entre autres via la vente groupée et le crédit stockage, s'est consolidée en 2020 via des actions portées par les partenaires du programme (dont appui spécifique à la commercialisation avec l'organisation faitière UPDKIS). L'application de l'expérience se diffuse au niveau des bureaux de vente (adossés progressivement à des unités de stockage ou magasins).

La mise en œuvre des appuis à la concertation agricole (composante 4) avait été suspendue en 2016 et 2017 à cause de divergences entre le programme et l'équipe ministérielle sortante. Suite aux recommandations de la MTR et aux échanges avec les Autorités Provinciales (Ministres du Plan et de l'Agriculture), le PRODAT a proposé différentes pistes de solution pour la relance de la concertation agricole au niveau provincial, qui ont débouché sur un accord de principe afin de lier les cadres de concertation sectoriel pour l'agriculture (CCPA) et sous-sectoriel pour les semences (COPROSEM) au cadre provincial de concertation multisectoriel et multi-acteurs (dont la mise en place par Arrêté du Gouverneur tarde). Par ailleurs, une option était de mise pour appuyer la concertation locale dans les bassins de production, qui suggère de tester des mécanismes de concertation locale avec des acteurs ayant des interventions et actions concrètes dans le milieu et pour lesquels la concertation est un enjeu (dont filière semencière). Cette approche s'inscrit bien dans celle de développement local/territorial qui démarre sur le Territoire d'Isangi. Sur cette base, le Comité de Pilotage a recommandé (i) de s'appuyer sur les réseaux d'agrimultiplicateurs et pépiniéristes mis en place (avec des avancées marquées en 2020) afin d'opérationnaliser le COPROSEM et (ii) de recourir au niveau sectoriel (en lieu et place du CCPA) au Dispositif Provincial d'Encadrement Agricole (DPEA, qui pilote la mise en œuvre du PPIA).

Au regard de ce qui précède, on peut affirmer que le PRODAT a de bonnes chances de réaliser son objectif spécifique.

2.2.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

La gestion des moyens du projet est globalement satisfaisante.

Pour une durée de mise en œuvre à fin 2020 correspondant à 75 %, la réalisation budgétaire se situe à 65 %. Le plafonnement des décaissements annuels entre 2017 et 2019 explique en partie cet écart.

La plupart des activités relatives au résultat 1 (amélioration de la production et de la productivité agricoles) et au résultat 3 (renforcement des STD et SRF) sont mises en œuvre conformément aux plans de travail ou dans des délais raisonnables.

En ce qui concerne le résultat 2 (amélioration des opérations post récolte), les retards initiaux liés aux processus des marchés les plus conséquents (unités de stockage de type 1, centres multi-services de transformation) sont progressivement comblés avec la mise en place du maillage. L'accent est à présent mis sur l'entrepreneuriat agricole, la commercialisation (dont contractualisation avec des grands acheteurs) et l'accès au financement (crédit agricole).

Pour le résultat 4 (concertation des acteurs), comme déjà introduit ci-avant (cf. « 1.1.2 Efficacité »), le PRODAT vise un appui à la concertation sur base de dynamiques existantes et non la création de structures non viables (car pas spontanées et budgétivores).

Au regard des résultats obtenus, on peut affirmer que le dispositif opérationnel actuel de PRODAT renforce la proximité avec les groupes cibles et facilite la mise en œuvre de suivi,

d'appui/conseils réguliers. Cette importante mobilisation d'agents de proximité issus des STD peut encore gagner en qualité par des accompagnements appropriés (coaching, approche performance).

2.2.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

A fin 2020, la durabilité des outputs et outcome demeure un des plus grands défis du PRODAT (malgré une note totale de B, due à une évolution de la durabilité financière/économique de D à C à partir de 2019, cf. *annexe 10.1*).

Les nouveaux savoirs et pratiques acquis par les exploitants familiaux et leurs organisations continueront de générer des effets bénéfiques dans le moyen terme. Pour obtenir des effets plus durables, en qualité et quantité, ces savoirs et pratiques auront besoin d'être améliorés, enrichis, adaptés selon les évolutions contextuelles. Pour ce faire, les échanges entre producteurs, entre OPA et l'appui conseil régulier d'agents qualifiés sont essentiels pour maintenir les exploitants familiaux dans une dynamique d'amélioration régulière de leurs pratiques.

La présence d'agents qualifiés aux côtés des OPA et de leurs membres est actuellement rendue possible grâce aux moyens mobilisés par le PRODAT ; afin de créer les conditions ad hoc de mobilisation de ces agents dans la durée, le Gouvernement Congolais a pris certaines dispositions (immatriculation des agents effectuée et démarrage du processus de mécanisation, agriculture comme levier prioritaire de développement). Ces processus devraient aboutir à la concrétisation de l'accroissement des moyens mis à la disposition des STD, une des hypothèses de mise en œuvre du programme, par la mécanisation effective des agents et l'affectation/exécution d'un budget plus consistant en faveur du secteur agricole.

Les nombreuses « tracasseries » le long de routes, grevant les coûts de commercialisation des produits agricoles, ont été fortement atténuées suite aux mesures prises par le nouveau Président de la République (levée des barrières inopportunes). La question de l'entretien routier demeure aussi un grand défi ; ainsi, les axes réhabilités par PRODET et remis à la Province depuis avril 2017 s'avèrent déjà dans un état déplorable. Néanmoins, l'orientation adoptée au niveau du PRODET, axée sur la multimodalité ainsi que les dynamiques locales d'aménagement, peut constituer une réponse adaptée à court/moyen terme (la responsabilité de l'Etat restant engagée pour la réhabilitation et l'entretien des routes/pistes de différentes catégories).

L'approche territoriale Développement Local (DL) devrait permettre une certaine durabilité car les actions sont à implémenter au niveau de dynamiques préexistantes, gage d'une appropriation accrue.

2.2.5 Conclusions

Les performances du PRODAT sont globalement fort appréciables, avec un bémol concernant la durabilité qui renferme les principaux défis à venir (prise en charge des STD par l'Etat, entretien du réseau multimodal). Les progrès obtenus en 2020 confortent et renforcent ceux des années antérieures. Au titre des résultats clés, on peut retenir :

- Amélioration de la production agricole grâce à un accès facilité aux semences de qualité à travers un réseau organisé des agrimultiplicateurs, à l'adoption par un plus grand nombre d'exploitants familiaux de nouvelles pratiques agricoles (avec tendance à la sédentarisation, pour une agriculture durable du point de vue économique et environnemental) ; on constate également une augmentation des revenus et une amélioration des conditions de vie avec la multiplication de signes visibles dans ce sens sur les axes d'intervention (toitures en tôle, panneaux solaires, moyens de transport motorisés, accès à la scolarité et aux soins de santé, amélioration de la ration alimentaire).
- Une évolution significative en 2020 de la composante post-récolte, avec la consolidation du maillage à partir des points d'ancrage pour les unités de transformation (centres multi-services) et de stockage (d'une capacité de 120 T, aux principaux points stratégiques). La commercialisation des productions agricoles a également été améliorée avec la consolidation de l'opérationnalisation de bureaux de vente (application de la vente groupée et du crédit stockage) à travers un appui spécifique (UPDKIS). L'appui à l'entrepreneuriat féminin (alphabétisation, éducation financière, mise à disposition de techniques et d'équipements adaptés) est également à mentionner ; tout comme le démarrage de nouvelles actions orientées vers l'entrepreneuriat agricole (dont partenariat avec la GIZ), la contractualisation avec de grands acheteurs (Bralima, marchés de l'Est, ...) et l'accès au financement (valorisation des tontines, partenariat avec AFD, ...).
- L'accès et la satisfaction des organisations de producteurs agricoles (OPA) par rapport aux services d'appui conseils de l'agriculture (IPAGRI, SENASEM) qui continuent d'évoluer en 2020 (malgré un bémol pour le développement rural, avec lequel la collaboration est à revoir sous une autre forme que la convention de subsides), bien que la durabilité à moyen terme de cet accès est un défi pas encore suffisamment relevé par l'Etat (au niveau national et provincial) avec néanmoins quelques évolutions appréciables (immatriculation des agents effectuée et démarrage du processus de mécanisation, secteur agricole considéré comme levier prioritaire de développement). L'accompagnement des ressources endogènes des OPA (techniciens, animateurs) commence à porter ses fruits, en rendant l'appui des STD plus aisé (existence de référents, réduction de la fréquence de visite).
- Amélioration du fonctionnement des organisations de producteurs et plus grande capacité à délivrer des services à leurs membres (à travers notamment le renforcement des ressources endogènes).

En conclusion, le PRODAT s'avère à ce stade:

- fort pertinent, car bien ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge et répondant aux besoins du groupe cible avec une logique d'intervention appropriée ;
- efficient, car la plupart des inputs sont disponibles et les activités sont réalisées dans des délais raisonnables avec des outputs qui pourront être correctement atteints. Une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité (accompagnement de proximité), de couverture (mise à l'échelle des avancées en termes de production agricole, maillage des unités de transformation et de stockage et de timing (certaines activités retardées) ;

- très efficace, car l'outcome devrait être atteint pour l'essentiel avec des stratégies/activités et outputs adaptés ;
- une durabilité améliorable, au niveau financier (prise en charge des STD, accès au financement agricole) et économique (entrepreneuriat agricole) ainsi que de l'appropriation par les groupes cibles (systèmes cultureux durables, accompagnement de proximité, concertation locale).



3 Suivi des résultats

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte général est marqué par la situation politique avec l'apparition au courant de l'année de certaines tensions entre les différents camps politiques, qui tendent à présent à s'atténuer suite à l'option d'un Gouvernement d'union nationale proposée par le chef de l'Etat (en poste depuis la tenue des élections générales en fin 2018).

Comme les années précédentes, on relève un turn-over rapide de l'exécutif provincial. Un nouveau gouvernement provincial avait été mis en place en juin 2019, mais a dû faire face à une motion de censure posée par l'Assemblée Provinciale et la révocation des Ministres en charge de l'Agriculture et du Plan (respectivement Président et Membre du CP/PRODAT). Pour le département de l'agriculture, il s'agit du 9^{ème} Ministre provincial depuis le démarrage du PRODAT ; ce qui nécessite à chaque fois une phase d'imprégnation des nouvelles autorités (accentuée par un déficit en termes de remise-reprise).

Le secteur agricole est considéré depuis 2019 par les Autorités, tant nationales que provinciales, comme levier prioritaire du développement durable. Dans ce sens, des Etats généraux de l'Agriculture et de la Nutrition ont été organisés par le Gouvernement provincial et tenus en octobre 2019 à Kisangani. Il en découle notamment l'élaboration du Programme Provincial d'Investissement Agricole (PPIA 2020-2024), dans lequel l'intervention du PRODAT s'inscrit adéquatement, mais dont la mise en œuvre s'avère encore assez timide (hormis la contribution des PTF).

La dépréciation du franc congolais s'est poursuivie en 2020 : de 1250 à 1500 FC pour 1USD en 2016, de 1500 à 1600 FC pour 1USD en 2017, de 1600 à 1650 FC pour 1USD en 2018, de 1650 à 1700 FC pour 1USD en 2019 et de 1700 FC à 2000 FC en 2020. Il en découle une augmentation relative du coût de la vie, plus particulièrement en ce qui concerne les produits manufacturés pour les populations.

Une épidémie de fièvre à virus Ebola était apparue dans la partie Est de la RD Congo. Les forts échanges entre la Province de la Tshopo et les zones touchées par cette épidémie étaient de nature à faire peser des risques importants de propagation dans la zone d'intervention du PRODAT (finalement non touchée, donc sans impact sur l'intervention) ; la situation semble à présent sous contrôle. Par contre, l'apparition depuis début 2020 de la pandémie mondiale dû au virus Covid-19 a des effets plus impactant, surtout sur l'aspect socio-économique : application de gestes barrières, confinement, restriction voire suspension des voyages internationaux et nationaux, fermeture des écoles, limitation voire interdiction des rassemblements de personnes, couvre-feu, etc.

Le processus de régularisation et de prise en charge par l'Etat d'agents qualifiés de « nouvelles unités » a été lancé fin 2018 et a abouti à ce stade à leur immatriculation et au démarrage du processus de mécanisation.

Signalons que la forte dégradation des routes d'intérêt national et provincial, faute d'entretien, entrave largement l'évacuation des produits agricoles. Sur les routes en bon état, les péages illicites et les tracasseries ont régressé suite aux mesures prise par le nouveau Chef de l'Etat dès sa prise de poste (levée des barrières). De ce fait, une partie de la pression financière sur les producteurs est atténuée, mais de multiples taxes (perçues hors des axes de circulation) persistent néanmoins et leur destination vers un réinvestissement (dont infrastructures) pose encore question.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Les conventions de subsides avec l'IPAGRI (ex-IPAPEL) et le SENASEM arrivant à terme en mai 2020, un bilan approfondi s'avérait nécessaire afin de définir des modalités adaptées pour la poursuite de la collaboration. Du point de vue opérationnel, une note d'orientation (intégrant les lignes directrices) a pu être élaborée avec les partenaires concernés en Q2/2020, suite à une évaluation de la mise en œuvre antérieure (prenant notamment en compte le degré de satisfaction des OP par rapport aux services fournis, la performance des agents de proximité, le renforcement des liens fonctionnels avec la hiérarchie pour le coaching). Du point de vue organisationnel (dont aspects administratifs et financiers), une analyse très approfondie (scan organisationnel) a été effectuée en Q4/2020 ; quelques ajustements seront à effectuer, notamment pour la diligence dans la gestion (dont la mise à disposition des ressources au niveau des agents de terrain et le rapportage). Dans l'entretemps, le solde résiduel a pu être mobilisé pour la prise en charge d'un dispositif allégé sur une période limitée (dans le cadre d'avenants à la convention).

Suite aux problèmes de mégestion rencontrés dans la mise en œuvre de la convention précédente, une analyse organisationnelle de l'IPDR a également été effectuée et a débouché sur une évaluation négative. De ce fait, d'autres pistes de collaboration avec l'IPDR sont étudiées, pour une mobilisation plus ponctuelle car l'option de se focaliser durant cette phase transitoire sur les OPA les plus émergentes ne requiert plus un accompagnement spécifique (appui organisationnel) permanent, le dispositif de proximité mobilisé à travers l'IPAGRI s'avérant déjà suffisant.

Il était également prévu d'initier des conventions de subsides ou accords de collaboration avec les structures de recherche (INERA, IITA) ; néanmoins, des raisons diverses (non-respect d'engagements précédents, absence de représentation locale) empêchent jusque-là une concrétisation. La mise en poste d'une nouvelle équipe de direction à l'INERA-Yangambi permettait certains espoirs en vue d'une amélioration conséquente en termes de gestion organisationnelle et financière ; la réouverture de l'Antenne de l'IITA dans la Tshopo, intégrant des cadres opérationnels localement, est toujours attendue. A partir de 2020, la mobilisation de l'IFA-Yangambi, visant la complémentarité/compétitivité avec l'INERA, a été enclenchée afin de résorber le déficit en termes de mise à disposition de matériel végétal de base et de recherche-action en milieu paysan.

Des échanges et concertations périodiques ont été organisés entre le PRODAT et les principaux intervenants dans le secteur agricole et dans la protection de l'environnement (PIREDD-O/PNUD, FORETS/UE-CIFOR). Ces concertations ont permis de partager les informations clés relatives à chacun des projets et de partager certains outils et bonnes pratiques. Un accord de partenariat a pu être conclu entre FORETS/UE-CIFOR et Enabel-Tshopo, afin de développer des synergies entre les interventions ; pour le volet agricole, celui-ci porte principalement sur l'entrepreneuriat agricole et la rizipisciculture.

Les bonnes pratiques résultant de l'appui du PRODAT dans sa zone d'intervention intéressent davantage le Partenaire (Ministère en charge de l'Agriculture) pour une duplication sur l'ensemble de la Province.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

La Convention spécifique et le DTF (additionnel) consacrent le rôle de chacune des parties dans la mise en œuvre du programme, les modalités de gestion en régie des marchés et des contrats.

3.2 Performance de l'outcome



Les indicateurs de suivi de l'objectif spécifique et des résultats sont produits semestriellement après une collecte de données (par le dispositif de proximité : STD, Antennes ; compilation et analyse au niveau du staff Kisangani ; au besoin, possibilité d'effectuer des enquêtes externes) auprès d'un échantillon de ménages agricoles (600) et d'organisations de producteurs (200). Quelques indicateurs spécifiques aux services techniques sont collectés directement après échange avec l'administration.

3.2.1 Progrès des indicateurs

Impact :						
les revenus des exploitations familiales dans les zones cibles de la Province de la Tshopo sont augmentés grâce à une relance de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté						
Indicateurs / marqueurs de progrès	Valeur de la Baseline	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible année 2020	Cible finale initiale	Cible finale revue ²
Revenu moyen annuel des ménages agricoles/ exploitations familiales	333 USD	NA	509 USD	511 USD	641 USD	641 USD

² Suite à la prolongation de la période de mise en œuvre du PRODAT et au regard de la progression des IOV, les cibles finales sont revues (généralement à la hausse) ; à noter que les cibles annuelles intermédiaires pouvaient être revues progressivement.

Outcome :						
Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés						
Indicateurs / marqueurs de progrès	Valeur de la Baseline	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible année 2020	Cible finale initiale	Cible finale revue ³
Productivité agricole (rendements riz pluvial) ⁴	0,8 T/ha	1,5 T/ha	1,6 T/ha	1,6 T/ha	1,6 T/ha	1,8 T/ha
Taux d'adoption de la rotation culturale ⁵	8 %	50 %	69 %	70 %	70 %	75 %
Niveau de représentation des femmes dans les organes de direction des OPA	30%	45 %	52 %	45 %	40 %	50 %

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Initialement, aucun indicateur d'impact n'était considéré au niveau du PRODAT (dont l'objectif général est partagé avec le PRODET). Le suivi des comptes d'exploitation appliqué par PRODAT permet d'obtenir des données à présent suffisamment exploitables et fiables (partagées avec PRODET) ; néanmoins, la méthode d'estimation de cet indicateur demeure améliorable. On constate une évolution intéressante de cet indicateur, qui devrait se confirmer avec l'accent particulier mis durant cette phase transitoire sur l'entrepreneuriat agricole et la commercialisation des productions.

Les données de suivi évaluation confirment la progression des performances moyennes obtenues au niveau de la productivité agricole, et ce malgré les perturbations climatiques, entraînant un décalage des dates de semis pendant certaines saisons agricoles. L'incidence de ces perturbations a été fortement atténuée par l'utilisation de semences de qualité, l'adoption par nombre de ménages agricoles de nouvelles pratiques agricoles (rotation culturale avec légumineuses, semis en ligne et/ou sous couvert végétal, sarclage facilité par l'utilisation d'outillages adaptés). Il est important de relever la dynamique d'amélioration enclenchée grâce aux innovations introduites, l'appui conseil assez régulier des agents des STD (moniteurs, agronomes, animateurs ruraux) et de l'équipe du PRODAT. Dans le cadre de l'appui à la

³ Suite à la prolongation de la période de mise en œuvre du PRODAT et au regard de la progression des IOV, les cibles finales sont revues (généralement à la hausse) ; à noter que les cibles annuelles intermédiaires pouvaient être revues progressivement.

⁴ L'évaluation en termes de productivité agricole est limitée aux rendements (du riz pluvial, principale spéculation de rente dans la zone d'intervention) ; à terme, ces derniers pourront être mis en relation avec les facteurs de production (terre, capital, travail)

⁵ Cet IOV a évolué vers l'adoption de la rotation culturale car plus parlant en termes de système évolutif par rapport à l'agriculture itinérante sur brûlis, épargnant la forêt (de plus, la différenciation entre jachères et forêts secondaires s'avérait quelque peu difficile pour les producteurs agricoles)

production locale de semences de qualité, des inspecteurs semenciers sont présents au plus près des producteurs de semences. Ils fournissent un appui régulier aux producteurs de semences et contribuent ainsi à la production locale de semences de bonne qualité. On note également une circulation des semences entre agriculteurs consolidée progressivement, que ce soit par la vente ou « le crédit de semences » (localement appelé métagage).

Tous les bassins de production sont actuellement pourvus en producteurs de semences qualifiés et organisés (sous forme de réseau). Toutefois, en dehors des producteurs de semences, on trouve peu ou pas de fournisseurs d'autres intrants et d'outils/équipements agricoles dans les bassins de production, malgré l'intérêt croissant des agriculteurs. En plus d'un travail de vulgarisation (comme dans le cas des sacs triple ensachage, houe binette, faucille ou autres outillage/équipement adapté), la facilitation de la diffusion est préconisée à travers des boutiques d'intrants (portées par des OP féminines) dans un premier temps. Ensuite, une mise en relation d'affaires plus large entre OPA et fournisseurs d'intrants/petits équipements agricoles (résidant à Kisangani ou ailleurs) est envisagée.

Le taux d'adoption de la pratique de la rotation culturale, qui constitue la base de l'évolution vers un nouveau système cultural (autre que l'agriculture itinérante sur brûlis), continue de progresser de manière conséquente.

Le niveau de représentation des femmes dans les organes des OPA reste élevé et dépasse même la cible (> 50 %). Les différentes actions de promotion féminine (sensibilisation, renforcement de capacités dont programme d'alphabétisation, revue des textes légaux des OPA imposant la parité dans les comités directeurs, ciblage des OP féminines) y ont en grande partie contribué. Néanmoins, il y aurait lieu de mieux comprendre la teneur de cet indicateur, notamment en considérant distinctement les OP mixtes et les OP féminines.

Impact potentiel

Au regard des résultats atteints et des changements perceptibles, les chances de réalisation de l'objectif spécifique et de contribution conséquente à l'impact sont réelles mais conditionnées par l'aspect évacuation des productions agricoles. L'amélioration des systèmes agraires, avec la prise en compte des besoins différenciés des hommes et femmes (répartition des charges de travail et des revenus), est toujours de nature à contribuer à l'amélioration des revenus des producteurs et à la réduction de la pauvreté, avec des signes visibles (toitures en tôle, panneaux solaires, moyens de transport motorisés, accès à la scolarité et aux soins de santé, amélioration de la ration alimentaire).

Le nombre de membres (ménages agricoles ou exploitations familiales) par OPA a fluctué (autour de 21 en moyenne), avec une tendance à la hausse dans un premier temps sur base d'opportunisme par rapport à l'appui projet puis à la baisse suite à la défection des moins motivés (par un appui autre que directement financier). Ces derniers temps, ce nombre tend à nouveau à augmenter suite aux services effectivement rendus par les OPA. Aussi, les OPA dans leur état actuel arrivent à maintenir leur adhésion avec les projets sociaux communs (achat de terrain communautaire, de tôles, ...). D'autre part, des ménages, non liés à une OPA appuyée par PRODAT, ont bénéficié de bons d'achat pour des semences ou plants de qualité (« vouchers », qui permettent notamment d'augmenter l'assiette de clients potentiels pour les agrimultiplicateurs et pépiniéristes). Sur la base de ces considérations, le nombre de ménages agricoles ou exploitations familiales bénéficiant des appuis directs du PRODAT est estimé à 21.525 en 2020 contre 15.275 en 2019.

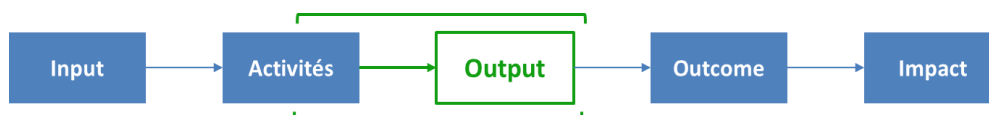
En 2020, un recentrage des activités autour des organisations les plus émergentes a été effectué. Les OPA qui ne sont plus directement appuyées par PRODAT, ainsi que les ménages agricoles voisins, bénéficient encore des effets sur les OPA émergentes (accès aux semences de qualité et aux services post-récolte, modèles de pratiques culturales durables et d'organisation). Le nombre de ces bénéficiaires indirects, qui peuvent parfois s'avérer assez éloignés (jusqu'à plusieurs dizaines de km et même hors zone d'intervention), est difficilement estimable. Néanmoins, on pourrait considérer l'ensemble de la population rurale de la zone d'intervention du PRODAT qui est estimée à 579.354 personnes en 2020.

Nombre d'OPA, exploitations familiales et personnes appuyés directement par PRODAT :

Désignation	2018	2019	2020
OPA	345	441	267
Exploitations familiales	10.391	15.275	21.525
Personnes	99.752	146.640	206.640

NB : un ménage compte en moyenne 9,6 personnes (source Baseline PRODAT-Novembre 2015)

3.3 Performance de l'output 1



3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2019	Progrès année 2020	Cible année 2020	Cible finale initiale	Cible finale revue	Commentaires
Sous résultat 1 : Une offre d'intrant spécifique semences en lien avec les OPA, les institutions publiques et la recherche appliquée est développée							
Taux d'utilisation des semences améliorées par les ménages agricoles	10 %	63 %	79 %	60 %	30 %	70 %	Production de semences à proximité, élargissement de l'assiette client à travers le système vouchers, essais variétaux en milieu paysan, inspecteurs semenciers déconcentrés, ateliers de formation/ information autour de la filière semencière, promotion à travers les médias. En 2020, une des actions « covid-19 », permettant de contrer les impacts socio-économiques négatifs attendus, consistait à une augmentation conséquente de l'accès aux intrants (dont mise à disposition de vouchers pour la semence).

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2019	Progrès année 2020	Cible année 2020	Cible finale initiale	Cible finale revue	Commentaires
Sous résultat 2 : Les techniques de production sont améliorées et des techniques innovantes sont introduites par le biais de la recherche participative							
Taux d'utilisation des itinéraires techniques améliorés et durables (par type : GIFS, ...) diffusés auprès des OP et des exploitations familiales	Semis en ligne : 3%	80 %	86 %	70 %	10 %	80 %	Accompagnement de proximité (moniteurs agricoles, agronomes superviseurs, antennes, ...) et multiplication/décentralisation des CEP et parcelles de démonstration
	Semis sous couvert végétal : 0%	20 %	53 %	20 %	10 %	50 %	Cible finale largement dépassée, ambition revue à nouveau à la hausse (de 25 à 50 %) Réduction de coût de production par le semis direct
	Agro-foresterie : 2%	2 %	37 %	5 %	5 %	30 %	Cible finale largement dépassée, ambition revue à la hausse (de 5 à 30 %) L'élargissement aux arbres économiques (pas seulement fertilisants) semble mieux répondre aux aspirations des agriculteurs. Cette prise en considération dans le calcul de l'IOV à partir de 2020 ainsi que la revue de l'échantillon (plus réaliste) expliquent en grande partie son évolution soudaine. La considération des superficies emblavées avec cette pratique (plutôt que le taux d'exploitants familiaux qui y ont recours, souvent partiellement) s'avère opportune ; il pourrait en être de même pour les autres pratiques innovantes (rotation culturale, semis en ligne, semis sous couvert végétal).
Sous résultat 3 : Les OPA et les prestataires de services sont accompagnés dans leurs rôles de fournitures de services d'appui conseils							
Proportion de ménages ayant recours aux services fournis par les OPA	Accès aux semences : 14%	79 %	82 %	70 %	20 %	80 %	Le système de métayage, fortement appliqué au niveau des OP, est mieux encadré.
	Appui à la commercialisation : 7%	32 %	46 %	20 %	10 %	30 %	Appui spécifique à la commercialisation (avec la faitière UPDKIS, notamment autour des bureaux de vente).

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :				Commentaires / Mesures correctives
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁶	En sérieux retard ⁷	
1. Suivi et analyse des comptes d'exploitation		X			Initiation à l'entrepreneuriat agricole
2. Suivi et analyse des systèmes culturaux durables			X		Augmentation des revenus des producteurs (paysans modèles) et efficacité du travail, tout en respectant l'environnement Principales techniques appliquées : rotation et association culturale, semis en ligne et sous couvert végétal ou exploitation de bas-fond Simplification de l'outil de collecte de données
3. Appuyer les OPA à planifier l'offre et la demande en semences		X			Activités fusionnées en termes de démarches (tenue d'ateliers, suivi des outputs/applications) Réseaux des agrimultiplicateurs mis en place
4. Appui aux OPA dans la gestion du système de financement et de distribution aux ménages agricoles		X			
5. Equipement des OPA en stockage et conservation des semences		X			Sacs PICS testés, diffusion plus large en cours. Mode de stockage de semences mitigé (entreposage spécifique recommandé au niveau des US)
6. Production et conservation de semence de souche, de pré base et de base et essais participatifs multi locaux des nouvelles variétés			X		L'activité retardée suite au non-respect des marchés par l'INERA et à l'absence de cadres de l'IITA dans la zone Production de semences de base dans un premier temps évolue progressivement vers les semences de prébase avec INERA Essais multi locaux au niveau des CEP des nouvelles variétés (testées préalablement en milieu de recherche) Mobilisation de l'IFA-Yangambi pour complémentarité/ compétitivité avec l'INERA

⁶ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁷ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :				Commentaires / Mesures correctives
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁸	En sérieux retard ⁹	
7. Appui au contrôle de qualité des semences de base, commerciale et de qualité déclarée		X			Mise en œuvre d'une convention de subsides (budgétisée jusqu'en mai 2020, avec marché complémentaire pour échantillonnage et analyse des semences, à intégrer dans CdS)
8. Appui à la production de semence base et R1 par les OPA et les agrimultiplicateurs décentralisés		X			Appui à la commercialisation/ diffusion à travers le système des vouchers (bons d'achats)
9. Appui à la production de semence SQD par les OPA et les agrimultiplicateurs décentralisés		X			
10. Appui aux spéculations particulières qui concernent spécifiquement les femmes, telles que le maraîchage, les arbres fruitiers		X			Des avancées significatives en termes de maraîchage (duplication exponentielle) et pour les fruitiers
11. Conventions de coopération avec structures de recherche (internationales)			X		L'IITA n'est plus suffisamment présente dans la Tshopo (non réouverture de l'Antenne à Kisangani) Pas d'intérêt particulier de recours à l'ICRAF (présence de plusieurs PTF avec intervention à caractère environnemental/forestier plus spécifique) L'INERA, en complémentarité avec l'IFA, est sollicitée également pour la recherche-action en milieu paysan (au niveau des CEP)
12. Renforcement du dispositif d'appui conseil et de formation		X			Activité transversale/intégrée aux autres Accent mis sur l'appui-conseil de proximité

⁸ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires / Mesures correctives
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹⁰	En sérieux retard ¹¹	
13. Développement de champs écoles paysans		X			Inspiré de l'expérience Enabel/FAO au Rwanda, développement progressif de CEP à caractère de proximité sur l'ensemble de la zone d'intervention, complété par des parcelles de démonstration au niveau villageois Consolidation du point de vue scientifique préconisée avec l'appui des SRF
14. Développement décentralisé de pépinières et de blocs de production des plantes de couverture		X			Pépinières en place et renforcées progressivement (professionnalisation et organisation en réseau des pépiniéristes) Plantes de couverture produites en relation avec la mise en place des jachères améliorées et des parcelles agroforestières
15. Aménagements spécifiques dans les bassins de production (aménagement de bas-fonds, agroforesterie, ...)		X			Bas-fonds : 20 sites pilotes mis en place, capitalisation effectuée et mise à jour annuellement, duplication en cours (76 sites atteints en 2020) Agroforesterie difficilement applicable en zone forestière, sauf si recours aux arbres à intérêt économique (pas seulement fertilisants)
16. Suivi des systèmes agraires et de l'impact sur l'environnement : collaboration avec le processus et les projets REDD+ dans la Tshopo		X			Tenue du Festival AlimenTerre de manière décentralisée (14 sites répartis dans les territoires) en décembre 2020, avec l'environnement comme thématique principale

¹⁰ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹¹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :				Commentaires / Mesures correctives
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹²	En sérieux retard ¹³	
17. Capitalisation d'expérience (voyage d'études et vulgarisation)			X		Visites d'échanges auprès du PAIOSA (Enabel-Burundi) et au Togo, reportées suite à la crise covid-19
18. Proposition d'outillages adaptés et facilitation de leur diffusion			X		Retards dans la construction des boutiques d'intrants (avec nouvelle technologie : briques stabilisées ou autoportantes) ; dans un premier temps, opérationnaliser de manière « soft » (sans construction spécifique) par le portage des OP féminines identifiées
19. Introduction de la rizipisciculture		X			Diversification en cours des activités autour des bas-fonds (porte d'entrée riziculture) : rizipisciculture (alternée ou simultanée), horticulture Facilitation à travers le partenariat avec FORETS/UE-CIFOR
20. Appui à l'intégration agriculture-élevage			X		Appui à la stabulation en cours (enclos) dans le cadre de l'interaction agriculture-élevage (utilisation des excréments pour le compost et des sous-produits de cultures pour l'alimentation du petit bétail) Loi sur la divagation animale non divulguée/appliquée
21. Matériel de collecte et de conditionnement des produits non ligneux					Activité annulée (recommandation missions Backstopping et MTR)
22. Accompagner les OPA dans leur rôle d'appui conseil et vulgarisation de nouvelles techniques		X			Processus en cours d'exécution, avec accent particulier sur l'accompagnement des ressources endogènes
23. Renforcer les capacités des organisations paysannes		X			Processus en cours d'exécution, avec accent particulier sur l'autonomisation et la gestion entrepreneuriale

¹² Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹³ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

On note une progression sensible voire conséquente des indicateurs objectivement vérifiables (IOV) que ce soit par rapport aux valeurs de base ou par rapport aux niveaux atteints en 2019. En effet, dans les zones d'intervention du PRODAT et plus particulièrement dans les bassins de production retenus, un cadre favorable à l'amélioration des systèmes de production agricole a été mis en place depuis le démarrage de l'intervention : réseaux d'agrimultiplicateurs et de pépiniéristes installés dans les bassins et produisant des semences et plants de qualité, découverte/apprentissage par les producteurs de nouvelles techniques et outils agricoles (plus efficaces), dispositif d'appui conseil rapproché (moniteurs agricoles et inspecteurs semenciers relevant des STD, référents techniques et animateurs endogènes aux OPA) permettant de travailler à la fois sur les aspects techniques et sur le développement organisationnel. L'année 2020 a permis d'en améliorer davantage la fonctionnalité. De ce qui précède, on relève un changement notable dans les systèmes culturels pratiqués, avec un abandon progressif (mais pas encore suffisamment marqué) de l'agriculture itinérante sur brûlis au profit d'une certaine sédentarisation.

La progression de la plupart des indicateurs s'explique par une disponibilité et un accès accru aux semences de meilleure qualité (à travers le réseautage des agrimultiplicateurs et le système « vouchers » notamment), l'adoption de nouvelles variétés (riz, manioc, maïs, niébé, arachide) et de nouvelles pratiques agricoles par un nombre croissant d'exploitations familiales : rotation culturale avec légumineuses, semis en ligne et sous couvert végétal, exploitation des bas-fonds (sur 96 sites), utilisation d'outils aratoires plus adaptés. Les cultures pérennes (palmier à huile, cacao, café, fruitiers) commencent également à entrer en production, avec des premiers indices intéressants (par exemple, 12 à 18 régimes de 5 à 10 kg de noix de palme par plants de Tenera âgés de 4 ans et provenant de l'INERA-Yangambi) et des surfaces emblavées en progression (autour de 150 ha pour le palmier à huile).

La production agricole progresse aussi par l'intérêt d'un plus grand nombre de producteurs agricoles à produire pendant les deux saisons agricoles au lieu d'une seule auparavant.

La vulgarisation des premiers acquis est en cours via le dispositif d'appui/conseils (moniteurs agricoles et leurs superviseurs), les champs écoles paysans et autres parcelles de démonstration, les échanges entre producteurs et entre OPA, les affiches thématiques et les radios rurales. La tenue du Festival AlimenTerre a fait observer un engagement des bénéficiaires pour la capitalisation des acquis du PRODAT.

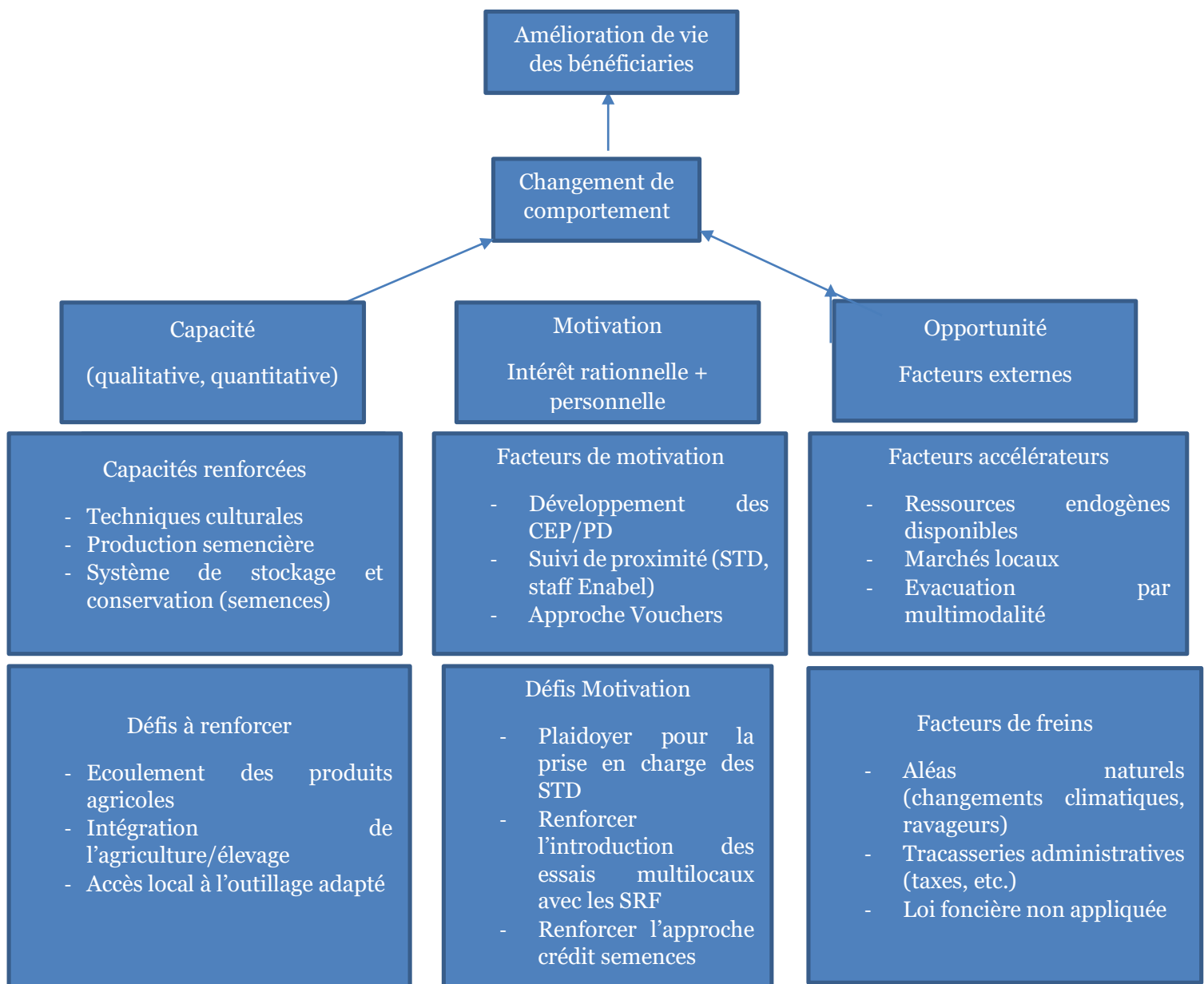
Les changements en matière de genre et de pratiques agricoles sensibles à l'environnement sont plus perceptibles à ce stade de la mise en œuvre du programme. Entre autres, on note une progression dans la valorisation des jachères et l'alternance légumineuses/céréales sur les mêmes parcelles (rotation culturale, système durable par rapport à l'agriculture itinérante sur brûlis) et diffusion progressive des bonnes pratiques en matière de genre (responsabilisation des femmes dans les organes de décision, gestion dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin, répartition plus équitable des tâches agricoles et de la gestion des revenus). L'introduction de l'outillage adapté permet également l'allègement des travaux féminins. L'expansion des pratiques horticoles (359 jardins de case ou périmètres) contribue notamment à la diversification alimentaire.

L'opérationnalisation du COPROSEM (reposant sur le réseautage des agrimultiplicateurs) devrait permettre de faciliter la mise en relation des agrimultiplicateurs de pointe (têtes du réseau) avec l'INERA pour l'alimentation en semences de (pré)base.

Les difficultés de collaboration avec l'INERA ne devraient pas non plus compromettre l'atteinte de l'output, suite à la concentration des activités relatives aux essais variétaux et à l'introduction des innovations techniques au niveau des champs écoles paysans, dans lesquels des variétés et techniques testées préalablement en milieu de recherche sont proposées en milieu paysan ; l'appui des structures de recherche, en associant l'INERA et l'IFA-Yangambi, doit venir consolider cette approche. Suite aux changements climatiques observés effectivement, les essais calendaires (pour le semis) prennent de l'importance.

L'appui à l'entrepreneuriat agricole, démarré par l'application et le suivi des comptes d'exploitation, fait l'objet d'une attention particulière durant cette phase d'extension du PRODAT.

Les éléments clés de changement, à savoir capacités et motivation renforcés et facteurs favorables ou opportunités, sont représentés ci-après :





***Semis en ligne et sous couvert végétal
(Bassin Badambila – Territoire Banalia)***



***Périmètre horticole
(Bassin Kombe – Territoire Isangi)***



***Riziculture de bas-fonds
(Bassin Opala-Centre)***



***Agrimultiplicateur appliquant le marketing
(Bassin Babelota – Territoire d'Isangi)***



***Association de cultures pérennes avec
paillage
(Bassin Mambo – Territoire de Banalia)***

Témoignage sur l'accès à la semence de qualité

Monsieur Henri Gelengi

Agrimultiplicateur

Secteur Yalokombe/Territoire d'Isangi



Avec d'autres agriculteurs, j'ai été sélectionné par Enabel comme agrimultiplicateur. Nous avons été renforcés en termes de formations (notamment sur la conservation de la semence) et d'appuis matériels (sacs pics pour une meilleure conservation de la semence). Nous avons reçu de la semence améliorée que nous multiplions avec l'accompagnement d'Enabel. Personnellement le PRODAT m'a appuyé avec la semence de base d'arachide de provenance connue (INERA) que je multiplie en semence R1. J'ai suivi des formations sur la conduite spécifique de production semencière. Ce n'est pas facile car la semence que nous multiplions doit être certifiée par le SENASEM avant d'être mise à la disposition des ménages. Je fais aussi le suivi de ces ménages en encadrement technique.

Je distribue la semence de qualité à travers les vouchers et cela conduit à son adoption. Les témoignages qui nous proviennent des ménages sont unanimes : nos semences permettent d'augmenter la production. Les graines sont plus grosses et ça goûte mieux. Il arrive parfois que la demande dépasse l'offre et je suis obligé de revoir à la baisse les quantités demandées afin de pouvoir servir tout le monde.

Témoignage sur la riziculture de bas-fond

Monsieur Louis Kodjawa

Agriculteur

Secteur Bamanga/Territoire de Banalia

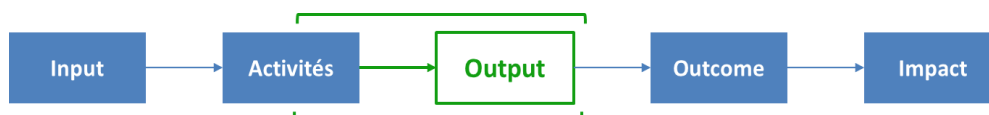


Je pratique la culture du riz depuis quelques années. J'ai bénéficié de la part d'Enabel de différents appuis en termes de matériels et de formations pratiques dont une formation sur la riziculture de bas-fond. C'est ainsi qu'en 2017, j'ai mis en place un bas-fond où j'ai semé la variété de riz nommée Jasmine. A la récolte, j'ai obtenu une production de 2000 kg sur un demi-hectare contre moins de 500 kg avec le riz de montagne pour la même surface emblavée. En outre, avec le riz de montagne, je cultivais une seule saison l'an tandis que je fais 3 récoltes l'an avec le riz de bas-fond. Car la variété Jasmine atteint la maturité au bout de 3 mois. Les autres avantages offerts par le riz de bas-fond c'est que je suis épargné des travaux d'abattage, de défrichage, d'incinération et de longue attente de la récolte.

Depuis lors, j'ai renoncé à la culture du riz de montagne au profit de la riziculture de bas-fond. J'exploite toujours le même bas-fond et le rendement est pratiquement le même à chaque récolte. Je n'ai plus besoin de détruire sans cesse la forêt.

Notez que je suis enseignant de carrière. Mais le gain que je réalise dans la riziculture de bas-fond m'a amené à renoncer au métier si noble d'enseignant pour me consacrer entièrement à l'agriculture. Mon revenu d'aujourd'hui m'a permis de me construire une grande maison en matériaux durables (brique cuite et tôles). Je fais étudier un fils à l'université. Un autre a reçu de moi un fonds de commerce considérable.

3.4 Performance de l'output 2



3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2019	Progrès année 2020	Cible année 2020	Cible finale initiale	Cible finale revue	Commentaires
Quantité de riz décortiqué et de manioc moulu	Riz : 0 T Manioc : 0 T	149 T 16 T	679 T 254 T	1.000 T 100 T	1.000 T 100 T	1.200 T 300 T	Cible finale dépassée pour le manioc, ambition revue à la hausse (de 150 à 300 T) Effet crise sanitaire covid-19 : méfiance par rapport à la concentration populaire autour des UT Concurrence de privés installés entretemps et disposant de moyens complémentaires (moyens de transport pour approche clients)
Quantités de produits agricoles stockées au niveau d'unités spécifiques	0 T	205 T	361 T	500 T	500 T	800 T	Effet crise sanitaire covid-19 : méfiance par rapport à la concentration populaire Certains retards dans la construction des US (mobilisation de la contrepartie des OP)
Quantités de produits agricoles commercialisées (à travers des circuits maîtrisés)	0 T	205 T	550 T	400 T	400 T	600 T	Cible finale fortement approchée, ambition revue à la hausse (de 600 à 1.000 T) avec le focus mis sur la commercialisation Appui à la sensibilisation, formation et accompagnement des OP par UPDKIS au niveau des bureaux de vente (application de ventes groupées et crédit stockage)

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités Résultat 2	État d'avancement :				Commentaires / Mesures correctives
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹⁴	En sérieux retard ¹⁵	
1. Etude de rentabilité des équipements de transformation		X			Mise à jour de l'étude nécessaire pour complément du maillage
2. Equipement de transformation : décortiqueuses, moulins, malaxeurs, etc.			X		Retards liés aux processus de marchés publics (relance, délais de livraison impactés par crise covid-19 et état des routes)
3. Construction d'entrepôts et aménagement périphérique (abris pour équipement, petit bureaux)			X		Retards liés à la mobilisation de la contrepartie par certaines OP (pour US2) Retards dans la mise en œuvre de la nouvelle technicité (brique stabilisées ou autobloquantes), nécessitant un test préalable (site pilote) Poursuivre avec l'ancienne technicité (briques cuites), améliorée sur base de l'expérience
4. Formations techniques spécifiques et en gestion		X			Nécessité de consolidation des ressources en maintenance Amélioration progressive des outils de gestion et de leur utilisation
5. Formations spécifiques entrepreneuriale des femmes		X			Formations dispensées
6. Appui à la mise en place de boutiques d'intrants			X		Retards dans la construction des boutiques d'intrants (avec nouvelle technicité) ; démarrage sous forme « soft » pour la diffusion des intrants (gérée par des OP féminines)

¹⁴ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁵ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

État d'avancement des principales activités Résultat 2	État d'avancement :				Commentaires / Mesures correctives
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹⁶	En sérieux retard ¹⁷	
7. Appui au réseau d'information sur les prix			X		Effectué au niveau des bureaux de vente (affichage, communication radiophonique) Etudier la possibilité de recours à Kobo Toolbox afin d'affiner le SIM
8. Appui à la commercialisation et à l'intégration et amélioration du pouvoir de négociation des OP		X			Appui spécifique avec UPDKIS pour la vente groupée et le crédit stockage au niveau des bureaux de vente Connexion avec de grands acheteurs et accès au crédit recherchés
9. Appui à l'entrepreneuriat agricole		X			Suivi et analyse des comptes d'exploitation effectués

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

L'évolution des indicateurs de suivi de l'output 2 est globalement positive ; elle augure de bonnes chances de réalisation des changements attendus. Même si le nombre d'unités de transformation et d'équipements/infrastructures de stockage est à renforcer, leur gestion peut encore être améliorée notamment avec des outils mieux adaptés et plus performants (corrélation gestion matière et financière, analyse à travers le compte d'exploitation). Le recours à une nouvelle technicité de construction (en briques stabilisées ou autobloquantes) est préconisée, mais nécessite une phase test ; sa duplication dans le milieu est recherchée. La mise à l'échelle de l'utilisation des sacs triple ensachage (PICS) est en cours à travers les boutiques d'intrants.

Les expériences d'opération de ventes groupées de produits agricoles et de crédit stockage (réalisées en 2017 par des partenaires locaux via des conventions des subsides) ont été capitalisées et reconduites au niveau de 9 bureaux de vente (adossés à des unités de stockage). La valorisation des tontines et autres cotisations permettent de créer un fond de roulement (assez limité).

Néanmoins, l'écoulement des productions demeure fortement lié à la problématique du désenclavement. En accord avec PRODAT, PRODET a pu revoir son approche en prônant la multimodalité (nombreux cours d'eau navigables dans la Tshopo) et les dynamiques d'entretien local (au niveau des routes de desserte agricole).

¹⁶ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁷ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

L'appui à l'entrepreneuriat agricole, démarré par l'application et le suivi des comptes d'exploitation, fait l'objet d'une attention particulière durant cette phase d'extension du PRODAT ; le recours à une expertise externe (GIZ) est enclenché. Plus particulièrement, l'appui à l'entrepreneuriat féminin est développé notamment à travers la mise à disposition d'unités de transformation spécifiques (petits moulins à manioc) et la mise en œuvre de boutiques d'intrants.

Les éléments clés de changement, à savoir capacités et motivation renforcés et facteurs favorables ou opportunités, sont représentés ci-après :

CAPACITES		MOTIVATIONS		OPPORTUNITES	
Réalisés	Défis	Réalisés	Défis	Accélérateurs	Freins
Conservation des produits (utilisation de matériels : sacs pics, produits de traitement)	Extension des services en dehors des OP/zones d'intervention	Possibilité d'avoir un gain	Marché avec prix non rémunérateur pour les produits,	PTF: Appui orienté vers le marché	Impraticabilité de réseau routier;
Regroupement/ agrégation des produits agricoles en vue de la vente groupée	Disponibilité sur le marché local d'expertise de main d'œuvre qualifiée pour la maintenance des équipements	Projet social commun	Qualité de produits transformés	Potentiel de production, transformation et commercialisation très important;	Tracasseries administrative et policière
Transformation des productions agricoles	Adoption de l'esprit d'entreprise communautaire pour les exploitations familiales;	Accès au petit financement (tontine, ristourne, ...)	Communication et transparence dans la gestion Equipements adaptés	Priorisation de la politique agricole par l'Etat	Désorganisation du marché (intermédiaire, circuit de fixation des prix, ...)



***Magasin de stockage au niveau d'un marché et d'un port
(Bassin Babelota – Territoire d'Isangi)***



***Utilisation de sac PICS
(Bassin Yaoka – Territoire d'Opala)***



***Centre multi-services de transformation
(Bassin Banalia-Centre)***

Témoignage sur l'éducation financière pour les femmes

Madame Francine BAFIKA,

Présidente de l'OP MAPENDANO

Belgika/secteur Bengamisa/territoire de Banalia



J'ai suivi la formation sur l'Education Financière organisée par le PRODAT au bénéfice des OP féminines. Cette formation nous a sensibilisées et formées sur la manière de gérer nos ressources financières et m'a poussée, moi personnellement, à prendre de grandes décisions pour ma vie. Au cours de la formation, nous avons appris l'importance de l'épargne, de l'investissement et de la détermination des buts financiers pour augmenter sa richesse et améliorer ses conditions de vie. Ne jamais dépenser ou consommer plus que ce que l'on gagne, telle est la grande leçon apprise.

Le même jour, à mon retour à la maison, j'ai réuni mon époux et mes enfants pour partager avec eux et souligner l'importance des connaissances que je venais d'acquérir. J'ai déjà suivi plusieurs formations organisées par le PRODAT mais celle-ci m'a poussée à prendre une décision pour ma vie et mon foyer. En réalité, nous gagnons beaucoup d'argent au courant de l'année que malheureusement nous dilapidons sans raison.

Etant donné que nous avons un champ de manioc et que notre OP avait été appuyée par le PRODAT avec un petit-moulin à manioc, nous allons, à la récolte du manioc, le rouir, le sécher, le moudre et vendre la farine de manioc en détails. Avec cet argent, nous achèterons du riz que nous irons vendre à

Kisangani. Après un certain nombre de cycles, nous visons d'acheter une parcelle à Kisangani pour y installer nos enfants qui y étudient.

J'ai appris comment élaborer un budget du ménage : ce que va produire le champ de manioc, ce que nous gagnerons avec la ciboule, ... et comment nous pouvons fructifier l'argent que nous gagnerons de ces activités pour améliorer nos conditions de vie



3.5 Performance de l'output 3



3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2019	Progrès année 2020	Cible année 2020	Cible finale initiale	Cible finale revue	Commentaires
Indice de satisfaction des OPA pour les services rendus par les services techniques	21%	80 %	80 %	70 %	40 %	80 %	Les services rendus par le dispositif de proximité IPAGRI et SENASEM continuent d'être appréciés, malgré un certain relâchement de l'appui à travers les conventions de subsides (mobilisation partielle des agents de proximité) ; le renforcement des ressources endogènes des OPA y contribue certainement.

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités Résultat 3	État d'avancement :				Commentaires / Mesures correctives
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹⁸	En sérieux retard ¹⁹	
1. Amélioration de la coordination sectorielle et du suivi des interventions dans le secteur agricole		X			DPEA mis en place pour le suivi de la mise en œuvre du PPIA 2020-2024
2. Capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole			X		Exercice-test de capitalisation effectué avec l'IPAGRI sur une thématique A dupliquer avec d'autres partenaires et thématiques

¹⁸ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

État d'avancement des principales activités Résultat 3	État d'avancement :				Commentaires / Mesures correctives
	En avance	Dans les délais	Retardées ²⁰	En sérieux retard ²¹	
3. Renforcement des services clés de l'agriculture			X		CdS IPAPPEL et SENASEM mises en œuvre partiellement Collaboration en suspens avec IPDR Finaliser les modalités pour la poursuite de la collaboration sur base du bilan effectué
4. Appui spécifique à l'INERA en lien avec les services et produits attendus				X	Services attendus de l'INERA remplis trop partiellement (notamment en termes de qualité, quantité et délais de mise à disposition des semences de base) Complémentarité/compétitivité avec l'IFA-Yangambi recherchée

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le suivi des indicateurs de l'output 3 montre une progression intéressante (maintien autour de 80 % du taux de satisfaction des OPA et ménages pour les services rendus par les STD). Les appuis les plus significatifs aux STD consistent à faciliter leur présence au plus près des OPA et ménages agricoles, la mise en œuvre d'appuis conseils et de coaching réguliers des agents de terrain. Le renforcement des ressources endogènes des OPA (techniciens, animateurs) contribue à la facilitation du travail des STD en focalisant sur des interlocuteurs spécifiques et en réduisant la fréquence des visites (ce qui permet une couverture plus large de cibles).

A noter que les conventions de subsides avec l'IPAGRI et le SENASEM ont pu être prolongées (par des avenants) suite à des évaluations positives, mais le bilan approfondi sur le plan opérationnel (note d'orientation avec lignes directrices élaborée conjointement en Q2/2020) et organisationnel/administratif/financier (scan effectué en Q4/2020) doivent déboucher sur des modalités adaptées pour la poursuite de la collaboration (avec réalimentation budgétaire). Tandis que la convention de subsides avec l'IPDR n'a pu être renouvelée suite à un problème conséquent de mégestion (mauvaise utilisation de certains fonds) ; l'analyse organisationnelle effectuée s'avère négative avec un déficit avéré de capacités de gestion des responsables en place. Une autre forme de collaboration est recherchée (sans transfert de fonds), avec une mobilisation plus ponctuelle car un appui organisationnel permanent aux OPA n'est plus nécessaire (vu la focalisation durant cette phase transitoire sur celles les plus émergentes).

A la suite de l'enquête mise à jour en 2020, 80 % des OPA se déclarent satisfaites des services rendus par les agents des STD (contre 21% dans l'enquête Baseline). Toutefois, la progression de certaines activités et de leurs indicateurs mérite une attention soutenue. Les principales activités réalisées par les STD le sont grâce aux ressources mises à disposition par le programme via les conventions de subsides. Néanmoins, quelques signes encourageants apparaissent en vue d'une prise en charge à terme par l'Etat : immatriculation de l'ensemble

²⁰ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

²¹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

des agents effectuée et processus de mécanisation démarré (ajustement des listes des fonctionnaires, consolidation des dossiers individuels).

Sur certaines thématiques comme la capitalisation, les résultats sont ténus faute d'agents outillés sur ces questions. Le PRODAT mène une réflexion sur un appui ad hoc sur ce point de renforcement des STD en termes de capitalisation. Néanmoins, un exercice a été mené avec l'IPAGRI (sur la plus-value apportée auprès des OPA et ménages agricoles suite à l'accompagnement de proximité). La préparation et la tenue des Etats généraux de l'Agriculture et la Nutrition dans la Tshopo ont notamment aboutit à l'élaboration du Programme Provincial d'Investissement Agricole (PPIA 2020-2024), auquel le PRODAT contribue conséquemment (en termes d'élaboration et d'exécution) ; un Dispositif Provincial d'Encadrement Agricole (DPEA) a été mis en place pour le pilotage/suivi de sa mise en œuvre.

Dans le cadre du partenariat avec le SENASEM, des inspecteurs semenciers ont été déployés dans les bassins de production. Leur présence régulière auprès des producteurs de semences contribue à renforcer les compétences de ces derniers en technologie semencière. La relation entre le service de contrôle des semences et le producteur évolue aussi, par ce biais : d'une position de contrôleur de la semence, le SENASEM est perçu actuellement par le producteur comme aussi le conseiller en matière de semences.

Jusqu'à présent, la collaboration avec l'INERA se limite à la mise à disposition de matériel végétal de base (pas encore réalisée correctement pour l'ensemble des spéculations), alors qu'il est préconisé d'élargir celle-ci à l'accompagnement des agrimultiplicateurs de pointe (producteurs de semences de base, à partir de la semence de pré-base fournie par l'INERA) et à la recherche-action en milieu paysan (au niveau des CEP : essais variétaux multi-locaux, amélioration des pratiques agricoles). La mobilisation de l'IFA-Yangambi (démarrée en 2020) cherche à provoquer un « réveil » de l'INERA sur base de la complémentarité/compétitivité.

Les éléments clés de changement, à savoir capacités et motivation renforcés et facteurs favorables ou opportunités, sont représentés ci-après :

CAPACITES		MOTIVATIONS		OPPORTUNITES	
Réalisés	Défis	Réalisés	Défis	Accélérateurs	Freins
<ul style="list-style-type: none"> * Suivi des interventions dans le secteur agricole par DPEA (Exécution du PPIA) * Appui à la capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole (Document IPAGRI en cours de finalisation) * Appui au renforcement des services clés de l'agriculture (Mise en œuvre partielle de la CdS IPAGRI) * Appui au SENASEM (Mise en œuvre partielle de la CdS SENASEM) 	<ul style="list-style-type: none"> * Renforcement de l'opérationnalité du DPEA (avec une incidence sur l'exécution du PPIA) * Mise à l'échelle de l'exercice de capitalisation (structures, thématiques) * Remobilisation de l'appui aux STD (y compris IPDR) 	<ul style="list-style-type: none"> * Approche performance initiée à travers les CdS (IPAGRI et SENASEM) * Démarrage de la mise en complémentarité / compétitivité INERA-IFA 	<ul style="list-style-type: none"> * Consolidation de l'approche performance * Prise en charge progressive des STD par l'Etat * Poursuite de la mise en complémentarité / compétitivité INERA-IFA 	<ul style="list-style-type: none"> *PPIA élaboré *DPEA existant et opérationnel * Réseau des Agri-X fonctionnels * Existence d'une complémentarité institutionnelle entre SRF * Existence des compétences techniques avérées au sein des SRF 	<ul style="list-style-type: none"> * Manque de volonté politique * Faible capacité de gestion de l'IPDR * Pandémie Covid-19 * Manque d'outils de partenariat adaptés au niveau d'ENABEL



***Accompagnement de proximité par STD
(Bassin Yanonge - Territoire d'Isangi)***

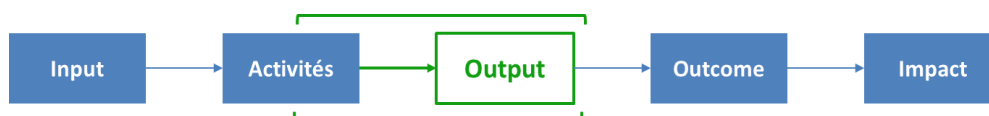


***Accompagnement de proximité par STD
(Bassin Yaongendja - Territoire d'Opala)***



***Bilan champ école paysan
(Bassin Bayaswa – Territoire de Banalia)***

3.6 Performance de l'output 4



3.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2019	Progrès année 2020	Cible année 2020	Cible finale initiale	Cible finale revue	Commentaires
Nombres de cadre de concertation fonctionnels	0	10	10	15	15	20	Processus d'appui aux dynamiques de concertation locale en cours (concerne l'ensemble de la zone d'intervention du PRODAT) : identification des initiatives et des problèmes communautaires
Nombre d'éléments thématiques du référentiel de zone élaboré de manière participative et largement partagé/approprié	0	NA	2	3	5	5	Exploitation des plans de développement locaux (PDL) et du Plan d'Aménagement du Territoire (PAT) effectués Décalage de Q4/2020 à Q1/2021 pour l'enquête relative aux acteurs (+ projets moteurs) et la cartographie des infrastructures
Niveau de praticabilité des tronçons principaux (routiers et fluviaux)	0 % 0 %	25 % 30 %	45 % 30 %	40 % 100 %	100 % 100 %	100 % 100 %	Routes : niveau de praticabilité des tronçons principaux sur les trois Territoires d'intervention (prise en compte des ponts, des dalots et des sites érosifs) Rivières : prise en compte des bancs rocheux, des snags et des signaux en bois (Cf. PRODET)

NB: D'autres indicateurs de ce résultat commun sont prévus d'être suivis à partir de 2021.

3.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités Résultat 4	État d'avancement :				Commentaires / Mesures correctives
	En avance	Dans les délais	Retardées ²²	En sérieux retard ²³	
1. Mise en relation des acteurs potentiels du développement local via des activités qui suscitent un intérêt commun			X		Diagnostiques thématiques pour l'établissement du référentiel de zone en cours Appui externe mobilisé (suite au besoin de renforcement de capacités spécifiques et de disponibilité des agents en poste)
2. Diffusion des bonnes pratiques Genre			X		Bonnes pratiques identifiées Peu d'avancées en termes de diffusion (absence de RH spécifique)
3. Monitoring, suivi-évaluation et capitalisation du résultat commun		X			Matrice de suivi-évaluation élaborée et renseignée progressivement

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

La concertation agricole dans les territoires et secteurs a été antérieurement appuyée par différents programmes mais avec des résultats très mitigés (peu ou pas d'opérationnalité). En partant de ce constat, PRODAT a retenu de faciliter la concertation locale, à titre de test, en tirant des leçons des expériences antérieures et en valorisant au mieux ce qui peut l'être. Les leçons tirées de ces tests d'accompagnement de la concertation locale agricole peuvent servir à des actions de plus grande envergure. Les tests sont conduits par les différentes antennes du programme provincial Enabel en mobilisant les acteurs locaux dynamiques, en valorisant les tentations/vellités de concertation, construction d'une vision commune voire de développement local.

Le PRODET appuyait l'aménagement du réseau multimodal, devant permettre une évacuation plus aisée des productions agricoles, mais n'a pu répondre pleinement aux attentes (cf. indicateur « Niveau de praticabilité des tronçons principaux »). Le PRODAT est appelé à prendre la relève sur ce point en se focalisant sur les dynamiques locales. Dans ce sens, certaines initiatives ont été menées avec des OPA pour l'aménagement de certains tronçons (liés à des magasins de stockage de 1^{ère} catégorie). Pour ce volet fondamental pour l'atteinte de l'objectif du PRODAT, le recours à des ressources humaines dédiées est préconisé (cf. DTF additionnel : 3 Ingénieurs infrastructure et 1 Expert mobilité fluviale).

Les synergies/complémentarités avec EDUT étaient développées à travers un plan spécifique et sont à présent insérée au résultat commun relatif à l'approche DL. Des actions en termes d'accueil de stagiaires, visite auprès d'activités menées par les OPA, appui aux AGR et champs d'application ont été notamment poursuivies. Un accent particulier est mis sur l'insertion professionnelle en milieu agricole, dont : accompagnement des producteurs (au sein d'un STD ou d'une OPA), maintenance des équipements de transformation.

²² Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

²³ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

L'aspect nutritionnel est abordé avec le PADP, qui porte une étude sur les déterminants sociaux de la malnutrition dans la province de la Tshopo. Les outputs de cette étude devront permettre de sensibiliser les ménages agricoles sur les bonnes habitudes alimentaires (à travers des foyers d'apprentissage et réhabilitation nutritionnelle), qui disposent à présent d'une production alimentaire diversifiée suite à l'intervention du PRODAT. L'intervention du PLVS touche également les ménages agricoles.

Les principales bonnes pratiques en matière de genre ont été identifiées (répartition équitable des tâches et des revenus agricoles, allègement des travaux, gestion entrepreneuriale, représentation des femmes dans les instances de décision) et leur diffusion entamée ainsi qu'un exercice de capitalisation. La démission de l'Expert Genre (en juillet 2017, afin de rejoindre un poste auprès du Gouvernement provincial) a freiné ces dynamiques depuis lors ; son remplacement est à l'ordre du jour mais pas encore effectif.

Dans le cadre de l'approche DL, le diagnostic est en cours sur différentes thématiques afin d'établir le référentiel de zone : les PDL et le PAT d'Isangi ont été exploités, des enquêtes sur les acteurs clés et les projets moteurs sont lancées et la cartographie des infrastructures est à compléter. Afin de renforcer les capacités de l'équipe Enabel-Tshopo sur l'approche DL, le recours à une expertise externe est initié.

Les éléments clés de changement, à savoir capacités et motivation renforcés et facteurs favorables ou opportunités, sont représentés ci-après :

CAPACITES		MOTIVATIONS		OPPORTUNITES	
Réalisés	Défis	Réalisés	Défis	Accélérateurs	Freins
<ul style="list-style-type: none"> * Redynamisation de dynamiques locales de concertation existantes * Démarrage du diagnostic pour l'élaboration du référentiel de zone à ISANGI * Planification opérationnelle et cadre des résultats élaborés pour le résultat commun 	<ul style="list-style-type: none"> * Intégration des dynamiques locales de concertation dans l'approche DL * Finalisation du référentiel de zone * Elaboration et exécution des planifications locales * Affectation de RH dédiées ; 	<ul style="list-style-type: none"> * Sensibilisation sur la vision et l'approche DL/DT 	<ul style="list-style-type: none"> * L'application des actions menant à la vision dans l'approche DL/DT 	<ul style="list-style-type: none"> * Présence et potentialité de synergies avec d'autres PTF dans la zone 	<ul style="list-style-type: none"> * Conflits fonciers et ethniques latents * Inondation fréquente de certaines zones * Capacités de leadership pour mener le DL



***Champ école
(Bassin Yanonge – Territoire d'Isangi)***



***Dynamique locale d'aménagement routier
(Bassin Yaongendja – Territoire d'Opala)***

4 Suivi budgétaire

Désignation	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2020
		Années précédentes (2015-2019)	Année couverte par le rapport (2020)		
Total	15.000.000 €	8.013.419,16 €	1.717.806,34 €	5.268.774,37 €	65%
R1 Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales	5.317.100 €	2.941.847,71 €	595.344,36 €	1.779.907,93 €	67%
R2 Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés	1.908.518 €	804.340,34 €	268.830,81 €	835.346,85 €	56%
R3 Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole	988.021 €	659.020,19 €	25.242,58 €	303.758,23 €	69%
R4 Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité sont réunies dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques	845.874 €	78.219,36 €	19.595,12 €	748.059,52 €	12%
T	0 €	0,00 €	0 €	0,00 €	0%
Z	5.940.487 €	3.529.990,98 €	808.793,47 €	1.601.702,55 €	73%

(*) Le taux de déboursement doit être compris comme le taux d'exécution budgétaire

Pour l'année 2020, le taux d'exécution budgétaire s'élève à 91 % par rapport aux dépenses planifiées. Les plafonnements des dépenses instruits entre 2017 et 2019 expliquent en grande partie (i) un taux d'exécution budgétaire (65 %) inférieur selon la période d'exécution opérationnelle (75 %) et (ii) le ratio assez élevé des frais généraux par rapport aux opérations/résultats en termes de taux d'exécution. En effet, par souci d'efficience, le PRODAT a orienté son intervention principalement vers l'appui-conseil et le coaching de proximité (aux dépens d'activités plus "budgétivores": formations en atelier, investissements lourds). Comme on peut le voir à travers le présent rapport, l'atteinte des résultats n'en a pas été outre mesure affectée.

5 Risques et problèmes

Identification des risques			Analyse des risques			Traitement des risques			Suivi des risques	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Responsable	Echéance	Progression	Statut
Usage inapproprié des fonds dans le cadre des Conventions de Subsidés	01/01/2016	FIN	Faible	Haut	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse ex-ante des capacités organisationnelles du partenaire et CdS adaptée en fonction du diagnostic - Vérification de la réalisation des engagements (technique) et de la conformité des pièces justificatives (financière) avant déboursement de chaque nouvelle tranche - Contrôles et suivis du partenaire selon planning défini - Renforcement des capacités du partenaire par accompagnement Enabel 	MUSWAMBA MPOYI André	N/A	Cadre en place	En cours
Frustration de certains partenaires (STD) ou bénéficiaires (OP) du Projet, suite à une évaluation négative des performances	01/05/2018	DEV	Faible	Moyen	Faible	Veiller à une compréhension correcte des processus (sélection, évaluation, ...) par les parties prenantes	VAN DE VELDE Thibault	N/A	90% : la plupart des parties prenantes sont sensibilisées sur les processus	En cours
Certaines activités peuvent conduire à des fraudes (fausses listes de présences à des séminaires, formations, etc.)	06/11/2015	FIN	Moyen	Moyen	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Activités et missions de supervision contrôle réalisées (équipe Admin/Fin) - Le registre des participants avec signature est tenu à jour 	QUISPE AJORURO Rolando	N/A	80 % missions spécifiques effectuées/à effectuer et registre mis à jour	En cours
Risque de change (EUR/USD, USD/FC)	06/11/2015	FIN	Moyen	Moyen	Moyen					

Identification des risques			Analyse des risques			Traitement des risques			Suivi des risques	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Responsable	Echéance	Progression	Statut
Risque de double financement	06/11/2015	FIN	Faible	Haut	Moyen	Renforcement des partenaires et des espaces de concertation/planification	VAN DE VELDE Thibault	N/A	70 % : concertation effective avec les autres PTF	En cours
Dynamiques locales d'entretien du réseau multimodal non abouties	13/12/2019	DEV	Moyen	Haut	Moyen	Accompagner les dynamiques locales d'aménagement dans une approche de développement local/territorial (implication des acteurs locaux dans le processus de prise en charge des entretiens routiers) Lobbying auprès de l'état par les partenaires (UPDKIS, ...)	MUNTUMOSI LATEK Jean-Marie	N/A	50 % : Les dynamiques locales ont été identifiées et sont accompagnées (par PRODET dans un premier temps)	En cours
Les tracasseries persistent et perturbent les opérateurs économiques locaux (dont producteurs agricoles)	13/12/2019	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	Vulgariser les textes sur la nomenclature des taxes et impôts	KABASELE DISHI Félicien	N/A	Les barrières de tracasseries routières ont été levées depuis la prise de fonction du nouveau Président de la République 50 % : la nomenclature a été synthétisée et mise à jour (suite aux dernières évolutions légales) ; les modalités de sa vulgarisation par l'IGT sont abordées	En cours
						Dialogue politique avec les autorités provinciales pour la suppression des tracasseries	NTEMA Kiyayila Prosper	N/A		En cours

Identification des risques			Analyse des risques			Traitement des risques			Suivi des risques	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Responsable	Echéance	Progression	Statut
Dégradation de la fertilité des sols et de l'environnement	06/11/2014	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	Développement de la gestion intégrée des sols avec des nouvelles pratiques culturales de restauration des sols (dont rotation et association).	MAMBA Grégoire	N/A	70 % : les pratiques adéquates sont adoptées progressivement par les producteurs	En cours
Faible niveau de coordination entre acteurs du secteur au niveau de la province	06/11/2014	DEV	Faible	Faible	Faible	Plus grande implication et présence active de l'équipe provinciale Enabel dans les espaces provinciaux de coordination.	NTEMA Kiyayila Prosper	N/A	50 % : Enabel participe aux espaces existants, certains restent à mettre en place (CPCODD, CCPA/DPEA, COPROSEM), difficulté de tenue de réunions suite au covid	En cours
Faible prise en compte du genre de façon transversale	06/11/2014	DEV	Faible	Moyen	Faible	La progression de la participation, ciblage, responsabilité des femmes est mesurée de manière plus adéquate particulièrement dans les activités de production et de transformation et commercialisation des produits.	KABASELE DISHI Félicien	N/A	75 % : le leadership et l'entrepreneuriat féminin deviennent effectifs	En cours
Faible appropriation des thèmes et des problématiques du développement local et du développement agricole par les responsables locaux.	01/02/2020	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	Responsabilisation plus importante des acteurs locaux dans le cadre de l'approche Développement Local.	MUNTUMOSI LATEK Jean-Marie	N/A	40 % : certaines dynamiques de concertation sont identifiées et accompagnées	En cours
						Responsabilisation sur l'atteinte de résultats (changements) identifiés dans des espaces animés par les équipes Enabel.	MUNTUMOSI LATEK Jean-Marie	N/A	40 % : certaines dynamiques de concertation sont identifiées et accompagnées	En cours

Identification des risques			Analyse des risques			Traitement des risques			Suivi des risques	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Responsable	Echéance	Progression	Statut
Déficit de collaboration / synergie entre les équipes sectorielles (PRODAT, PRODET, EDUT, PADP/PLVS) autour du résultat commun.	01/02/2020	OPS	Faible	Faible	Faible	Suivi / appui de la coordination provinciale et des ECT.	NTEMA Kiyayila Prosper	N/A	60 % : Appui au développement local démarré (élaboration du plan d'action et de la matrice de suivi-évaluation, feuilles de route établies, diagnostic en cours), avec collaboration effective entre les interventions	En cours
Postures inadéquates des équipes Enabel compromettant les résultats attendus sur le DL.	01/02/2020	DEV	Faible	Faible	Faible	Information/formation des équipes Enabel avec les appuis ECT Gouvernance et prestataire extérieur spécialisé.	GRÉTRY Lucille	N/A	40 % : Appui ECT en cours et initié avec prestataire extérieur	En cours
Retards dans la finalisation des recrutements nécessaires (voire dans la mobilisation des appuis extérieurs et dans la conclusion des MP) en raison de la crise Covid19.	15/03/2020	OPS	Moyen	Haute	Haute	Anticipation et proactivité au maximum. Réorganisation RH adaptée à l'évolution de la situation.	HENNIN Françoise	01/04/2021	70 % : une grande partie des nouvelles RH recrutées	En cours
Perturbation / suspension / arrêt de l'intervention en raison de la crise Covid19.	15/03/2020	OPS	Moyen	Haut	Haut	Suivi rigoureux de la situation en lien avec Enabel Bruxelles, DGD/ambassade et autorités locales. Plans de sécurité.	DEGERNIER Philippe	N/A	75 % : situation suivie et impact modéré actuellement dans la Tshopo	En cours

Identification des risques			Analyse des risques			Traitement des risques			Suivi des risques	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Responsable	Echéance	Progression	Statut
Conséquences socio-économiques suite à la crise covid-19 (dont sécurité alimentaire)	15/03/2020	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	Mettre en œuvre des actions visant la résilience socio-économique (des entrepreneurs agricoles de la zone d'intervention)	VAN DE VELDE Thibault	31/12/2022	70 % : actions "covid" mises en œuvre, essentiellement en termes d'accessibilité aux intrants (PRODAT) et à l'évacuation des productions (PRODET)	En cours
L'application trop exigeante des procédures pouvant empiéter sur la bonne marche opérationnelle et l'atteinte des résultats	25/01/2021	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Amélioration de la communication pour l'application adéquate des procédures en regard des réalités opérationnelles	NTEMA Prosper	N/A	Cadre en place	En cours
Le turn-over du management (niveau Représentation, Coordination provinciale et Interventions) pouvant perturber certaines dynamiques positives	25/01/2021	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Garantir un tuilage conséquent, avec considération/évaluation objective de l'existant	DEGERNIERS Philippe	N/A	Cadre en place	En cours
La sous-catégorisation de la Tshopo pour la prise en charge des frais de mission pouvant être perçu comme discriminatoire	25/01/2021	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Considérer objectivement les conditions d'hébergement et de restauration sereines et sécurisées et harmoniser avec les autres Provinces d'intervention	QUISPE AJORURO Rolando	31/03/2021		Prévu

Identification des problèmes			Analyse de la question	Atténuation de l'émission			Suivi des risques	
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	Action(s)	Responsable	Date limite	Progression	Statut
Budget de fonctionnement insuffisant pour les STD de l'agriculture et du développement rural	01/04/2017	OPS	Moyen	Lobby auprès du Gouvernement	NTEMA Kiyayila Prosper	N/A	40 % : Décision SMCL de mai 2018 pour la prise en charge des agents locaux Ensemble des agents immatriculés et processus de mécanisation initié Secteur agriculture considéré comme principal levier de développement tant au niveau national que provincial (reste application au niveau de l'élaboration et de l'exécution du budget)	En cours
Dégradation des accès routiers, suite à non intervention adéquate de l'Etat (entretien)	01/10/2017	DEV	Haut	Prôner la multimodalité et la réhabilitation des dessertes agricoles avec entretien local	MUKENDI Philippe	31/03/2021	50 % : Suite à une concertation commune, cette réorientation stratégique du PRODET est en cours d'application	En cours
Changements climatiques (dont perturbation des périodes pluvieuses et sèches)	06/11/2014	DEV	Haut	Diversification des cultures et des variétés ainsi que vulgarisation des pratiques culturales agro écologiques et exploitation des bas-fonds.	MAMBA Grégoire	N/A	50 % : pratiques adéquates progressivement adoptées par les producteurs	En cours
				Collaboration avec le centre de recherche agronomique INERA et l'IFA Yangambi dans la mise à disposition des semences améliorées à caractère résilient aux changements climatiques pour les cultures vivrières et exploitation des données météorologiques	VAN DE VELDE Thibault	N/A	30 % : Complémentarité/compétitivité entre INERA et IFA Yangambi initiée	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question	Atténuation de l'émission			Suivi des risques	
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel	Action(s)	Responsable	Date limite	Progression	Statut
Problèmes de gestion foncière qui réduisent l'accès (surtout pour les femmes) et les investissements (risques liés à la propriété)	06/11/2014	DEV	Moyen	Exigence de documents spécifiques garantissant la sécurité foncière pour les investissements à caractère plus pérennes.	VAN DE VELDE Thibault	N/A	80 % : documents fournis préalablement	En cours
				Activités de vulgarisation des textes légaux du domaine agricole (loi agricole, loi foncière).	KABASELE DISHI Félicien	N/A	30 % : préconisé à travers l'IPAGRI	En cours
Organisation de rencontres avec plus de 20 personnes. .	15/03/2020	OPS	Moyen	Focus sur coaching de proximité et tenue des ateliers en groupe restreint	Thibault Van de Velde	30/06/2021	Réorganisation du planning des activités d'encadrement de proximité. Ecriture des TDR des missions de terrain	En cours

Le non aboutissement de dynamiques locales d'entretien des voies de desserte agricole a été identifié en 2019 comme un nouveau risque. En effet, des questions demeurent quant à l'effectivité de ces dynamiques identifiées, tant du point de vue qualitatif (degré de technicité), quantitatif (proportion des axes entretenue) et temporel (sur quelle durée). Si cette approche peut favoriser l'évacuation des productions agricoles, elle demeure un palliatif aux obligations non respectées par l'Etat. Leur insertion dans l'approche de développement local peut gager d'un taux de réussite plus important, du fait notamment que les premiers concernés sont les producteurs agricoles eux-mêmes (constituant le « noyau dur » de ces dynamiques).

Les tracasseries sur les axes routiers sont repassées du stade de problème à celui de risque, suite aux dispositions prises par le nouveau Chef d'Etat (levée des barrières inopportunes ; celles-ci avaient tendance à se multiplier suite à la réhabilitation des routes).

Avec l'immatriculation et le démarrage du processus de mécanisation de l'ensemble des Agents de la fonction publique ainsi que la priorité mise sur le secteur agricole comme levier de développement tant au niveau national que provincial, des signes positifs se manifestent afin d'espérer dans un terme opportun une prise en charge effective des STD (du domaine agricole).

Des préoccupations par rapport à certaines dispositions managériales (degré d'exigence dans l'application des procédures administratives et financières, changement des orientations à baser sur une considération objective de la situation, prise en charge des frais de mission sur terrain) ont été soulevées par l'équipe PRODAT et les principaux Partenaires.

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Avec PRODET, les synergies s'avèrent naturelles (hormis le fait qu'initialement il ne devait s'agir que d'un seul et même programme, PRODADET) ; les bassins de production identifiés dans le cadre de PRODAT étaient à désenclaver par PRODET. A ce jour, la quasi-totalité des (23) bassins de production appuyés bénéficient d'une accessibilité acceptable pour l'évacuation des productions agricoles. L'orientation vers la multimodalité (voies terrestres et fluviales) et les dynamiques locales d'entretien devrait permettre de maintenir/consolider cet état de fait. L'arrêt programmé de la mise en œuvre du PRODET (mars 2021) pourrait impacter l'intervention du PRODAT, car les dynamiques enclenchées n'ont pas atteint le niveau souhaité (cf. IOV).

Un plan de synergie avec EDUT a été élaboré et suivi. Celui-ci s'articule autour des principales actions suivantes : accueil de stagiaires, visites des activités d'OPA, appui aux AGR et champs d'application. Le résultat commun (approche DL) s'attelle à renforcer davantage ces synergies.

Les perspectives suivantes ont été identifiées :

EDUT- PRODAT	<ul style="list-style-type: none"> • PRODAT : insérer les jeunes dans le domaine agricole (au sein des STD ou des OPA, maintenance/gestion des équipements de transformation, ...) • Faciliter les échanges d'expériences entre jeunes filles à travers les OPA du niveau 2 (promotion de l'entrepreneuriat féminin) • Mise en œuvre des champs d'application au niveau des ITA (inspiration CEP) • Reboisement en arbres utilitaires aux écoles • Production locale de l'outillage agricole • Assurer un lien entre les producteurs / transformateurs ruraux et les transformateurs urbains en vue de donner une valeur ajoutée aux produits agricoles plus large • Facilitation à l'accès aux services financiers
PRODAT- PRODET	<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux dynamiques locales d'aménagement du réseau multimodal (par les OPA) • Renforcement (par Expert mécanicien) des capacités en maintenance des unités de transformation des produits agricoles
PRODAT- SANTÉ (PADP, PLVS)	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de la sécurité alimentaire et des aspects nutritionnels • Sensibilisation en milieu rural sur les violences sexuelles et le VIH/sida
PRODAT- EDUT- PRODET	<ul style="list-style-type: none"> • Focus sur l'aspect environnemental : formation en production de briquettes écologiques ; végétalisation des routes ; formation sur récupération et recyclage (sachets pour en faire des routes pavées) • Promotion de l'entrepreneuriat féminin • Promotion de la chaîne de valeur agricole • Lutte contre les tracasseries • Valorisation des élèves menuisiers dans la fabrication des signaux de balisage en bois et des ouvrages d'art

EDUT- PRODET- PRODAT- SANTE	<ul style="list-style-type: none"> • Concertation locale et provinciale • Conservation en une vision large (thèmes transversaux) • Suivi des infrastructures (étude et suivi) • Promotion de la lutte contre les violences sexuelles et autres thématiques • Aspect SIG : production de cartes thématiques
--------------------------------------	---

Sur la base de ces perspectives identifiées, une priorisation est à effectuer (actions qui auront le plus d'effet) et un plan spécifique à élaborer (avec échéances et responsabilités).

Au niveau sectoriel, des visites d'échanges d'expérience avaient été effectuées par des agents du PRODAT auprès du PRODAKK et du PRODAKOR. Les visites prévues en 2020 (PAIOSA/Burundi, Togo) n'ont pu être tenues suite à la crise sanitaire (covid-19).

6.2 Avec les projets pour tiers

Sans objet dans ce cas.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Des synergies et complémentarités sont en train d'être développées avec deux interventions tournées plus particulièrement vers les aspects environnementaux et forestiers : FOREST/UE-CIFOR et PIREDD-O/PNUD. L'approche développement local/territorial est explorée avec ces deux partenaires.

Un protocole d'accord entre FOREST/UE-CIFOR et Enabel-Tshopo a été signé en septembre 2020 et sa mise en œuvre concerne, notamment pour le volet agricole, la valorisation des agrimultiplicateurs et pépiniéristes et le développement de la rizipisciculture dans les bas-fonds.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

La promotion d'actions ayant à la fois peu d'impact négatif sur l'environnement et contribuant au recul de l'agriculture sur brûlis sont au cœur des appuis à la production agricole : rotation culturale (intégrant la jachère améliorée), semis sous couvert végétal, agroforesterie, valorisation des bas-fonds. Ces actions sont conçues puis mises en œuvre en lien avec les services techniques de l'agriculture, les partenaires de recherche & développement, les organisations de producteurs agricoles.

Le suivi des systèmes agraires et de l'impact sur l'environnement est préconisé en collaborant avec le processus et les projets REDD+ dans la Tshopo et en effectuant un suivi cartographique de l'évolution de l'environnement. Celui-ci n'a pu progresser que timidement avec la tenue au niveau provincial d'un atelier spécifique ayant permis notamment l'obtention d'une feuille de route, dont la mise en œuvre n'est pas aisée avec l'absence de point focal REDD+ dans la Tshopo (depuis 2018). Néanmoins, la deuxième édition du Festival AlimenTerre, organisée de manière décentralisée dans les territoires (sur 14 sites) en décembre 2020, avec la participation très active des principaux acteurs du secteur (dont OPA des territoires), a abordé les thématiques suivantes : défis

environnementaux et sociaux, agriculture familiale durable, valorisation des filières, genre, formation et partenaire d'appui au développement agricole.

7.2 Genre

En 2020, le PRODAT a poursuivi les activités de renforcement des femmes de façon transversale et continue, avec un accent particulier sur l'entrepreneuriat féminin.

L'état des lieux, fait sur la problématique Genre en 2016, avait mis en exergue le faible nombre de femmes sachant lire, écrire et calculer. Ceci entrave leur propension à développer leurs activités et prendre des initiatives/rôles plus importants dans leurs organisations. En réponse à cette contrainte, un premier lot de 386 femmes a pu suivre un programme d'alphabétisation ; une évaluation de niveau avait été réalisée. Celle-ci a donné des résultats encourageants, avec une majorité de femmes ayant effectivement relevé leur niveau. La mise en pratique au niveau d'activités menées notamment dans le cadre de PRODAT (tenue de cahiers de gestion, rédaction de documents) a été suivie et des résultats probants en découlent, comme dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin. Une poursuite du processus d'alphabétisation est préconisée.

La mise à disposition et le test de petits équipements destinés à soulager le travail des femmes se sont poursuivis en 2020 : houe-fourche pour le sarclage/enfouissement, faucilles pour la récolte du riz, moulins (manioc, maïs). La mise en place de boutiques d'intrants, portées par des OP féminines, est initiée sous forme soft (sans local spécifique) dans un premier temps, en attendant la réalisation des constructions.

D'une manière plus générale, les bonnes pratiques « genre » ont été identifiées et leur diffusion ainsi qu'une capitalisation est en cours.

Suite à la crise sanitaire (covid-19), des activités spécifiques n'ont pu être menées à l'occasion du mois de la femme (mars 2020).

7.3 Digitalisation

Dans le cadre de la sécurisation des fonds issus des activités entrepreneuriales agricoles, l'utilisation de la technologie « mobile money » était préconisée. Néanmoins, son implémentation rencontre quelques réticences au niveau des OPA, qui préfèrent investir leurs fonds dans des valeurs refuges (élevage, ...) suite au manque de stabilité (dépréciation) du franc congolais.

Un recours plus généralisé à l'outil Kobo Toolbox (pas limité au résultat commun pour l'approche DL) est initié, dont : système d'information sur les marchés, collecte des données pour le renseignement du cadre de résultats et autres fins.

7.4 Emplois décents

L'intervention du PRODAT doit permettre des emplois agricoles plus décents à plusieurs niveaux (et plus particulièrement en ce qui concerne l'allègement du travail des femmes) :

- sédentarisation permettant d'éviter ou de limiter conséquemment les tâches les plus lourdes (abattis, débardage) ;

- transformation des productions agricoles avec des équipements plus adaptés et performants ;
- évacuation des productions organisée (par véhicules pour les ventes groupées plutôt que par vélo individuellement).

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Succès enregistrés	Leçons apprises	Changements visés
Augmentation du revenu des ménages (+ 50 % en 2020 par rapport à 2015)	- Pas de lien proportionnel entre l'augmentation des rendements et celle des revenus (une multitude de facteurs à considérer)	Amélioration des conditions de vie en milieu rural
Semences de qualité adoptées par les ménages agricoles	- Approche « pull » de la filière (axée sur la demande) - Professionnalisation progressive des agrimultiplicateurs et pépiniéristes - Effectivité du réseautage des agrimultiplicateurs et pépiniéristes	Augmentation de la productivité par la pratique d'une agriculture durable
Adoption de pratiques agricoles visant la sédentarisation (rotation culturale, exploitation des bas-fonds, horticulture ...)	- Recours probant aux expériences sur sites pilotes (champs écoles paysans, bas-fonds, périmètres horticoles) - Canaux de vulgarisation efficaces : parcelles de démonstration, échanges inter-paysans, médias locaux - Adoption de l'agroforesterie (en milieu forestier) si considération des arbres utilitaires en général (fertilisants et économiques)	
Degré d'exploitation des unités de transformation et de stockage	- Rentabilité suite au taux d'utilisation des UT et US - Démarches préalables à l'installation pertinentes (étude de faisabilité, identification des porteurs)	Ecoulement des productions agricoles dans des conditions intéressantes/ acceptables pour les agriculteurs
Mise en place effective de circuits de commercialisation	- Pratique de ventes groupées et crédit stockage avantageuse pour producteurs et poursuivie - Adossement pertinent des bureaux de vente à des unités de stockage - Réseautage effectif des OPA (base, collectif, faitière)	
Accès relatif aux marchés	- Existence de canaux d'écoulement à différents niveaux (marchés locaux d'importance variable, Kisangani, exportation hors de la Tshopo) - Existence de dynamiques d'aménagement des voies de desserte agricole : les paysans, premiers concernés, s'organisent en fonction avec leurs moyens et l'implication de l'autorité locale (Chef de Village, Chef de Secteur/Chefferie) - Recours à la multimodalité (combinaison des voies terrestres et fluviales)	

Succès enregistrés	Leçons apprises	Changements visés
Augmentation du nombre moyen de membres par OPA	- Principaux services rendus : accessibilité aux intrants (semences), appui à la commercialisation	Les OPA rendent des services effectifs à leurs membres
Allègement du travail des femmes	- Outillage (houe-fourche pour sarclage/enfouissement, faucille pour récolte, brouettes de fabrication locale) et équipements (batteuse, vanneuses, moulins) adaptés - Répartition plus équitable du travail au champ suite à la sédentarisation culturelle (les hommes sont déchargés par rapport aux tâches d'abattis et peuvent s'adonner à d'autres généralement supportées uniquement pas les femmes)	Promotion féminine pour une position équitable de la femme dans la société (rurale)
Augmentation du nombre de femmes entrepreneuses	- Application adéquate des outputs de l'alphabétisation (outils de gestion) - Gestion raisonnée des activités entrepreneuriales agricoles - Femmes fort réceptives à l'éducation financière	
Augmentation du nombre de femmes leaders	- Acceptation par les hommes et par les femmes elles-mêmes d'occupation de postes à responsabilité (bureau d'OPA, cadre de concertation)	
Plus-value de l'accompagnement de proximité	- La mobilisation d'agents de proximité s'avère un succès pour certains services (IPAPEL, SENASEM) plus problématique pour d'autres (IPDR) - L'existence de ressources endogènes au niveau des OPA (techniciens, animateurs) permet aux STD de mieux faire leur travail (en binôme avec un référent, diminution de la fréquence de visite permettant de toucher un plus grand nombre de cibles)	Les services publics jouent pleinement leur rôle
Des solutions trouvées/appliquées par rapport à des problématiques identifiées suite à la concertation des acteurs locaux	- La plupart des cadres de concertations « créés de toute pièce » (avec l'appui de PTF) s'avèrent des échecs, surtout en termes de durabilité ; d'où la nécessité de promouvoir les initiatives et dynamiques existantes	Approche de développement local pour l'amélioration des conditions socio-économiques

8.2 Les défis

Défis/difficultés rencontrés	Leçons apprises
Gestion des unités de transformation et de stockage	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité d'adaptation des outils de gestion pour une utilisation dans l'analyse et décision par les OPA - Besoin d'un réseau consolidé de techniciens en maintenance des équipements
INERA ne jouant pas son rôle (mise à disposition du matériel végétal de base, recherche-action en milieu paysan)	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité d'impliquer les responsables de la coordination du secteur agricole (IPAPEL, MinAgri) - Nécessité d'activer le réseau intra-INERA (en regard de la spécialisation de chaque station pour les différentes spéculations) - Capacités de l'IFA-Yangambi en termes de complémentarité/compétitivité avec l'INERA
Prise en charge des STD par l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des agents sont à présent immatriculés et le processus de mécanisation est enclenché - Le secteur de l'agriculture est considéré par les nouvelles autorités provinciales et nationales comme levier de développement prioritaire (processus à poursuivre vers la concrétisation dans la planification et l'exécution budgétaire)
Dégradation avancée des routes/pistes (même réhabilitées)	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat n'a pas mobilisé les fonds nécessaires à bon escient, malgré l'existence du FONER et de multiples taxes en vigueur ; nécessité d'évoluer vers une réelle décentralisation et fiscalité locale

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Les questions d'apprentissage stratégique constituent des expériences transformées en connaissances partageables ; les exercices de capitalisation vont dans ce sens.

Le processus de capitalisation des expériences du PRODAT a été engagé, avec (i) la mise à disposition et le partage d'outils d'initiation, (ii) l'élaboration et le suivi d'un plan spécifique, (iii) certaines expériences ayant déjà fait l'objet de l'exercice (exploitation des bas-fonds pour le résultat 1, vente groupée et crédit stockage pour le résultat 2, accompagnement de proximité des services de l'IPAPEL pour le résultat 3) ou en cours (filrière semencière et amélioration des pratiques agricoles pour le résultat 1, exploitation des unités de transformation et de stockage pour le résultat 2, diffusion des bonnes pratiques Genre pour le résultat 4).

Un document a été mis à disposition et partagé avec l'équipe PRODAT ; il vise à doter celle-ci d'une démarche pratique et d'outils simples pour capitaliser certaines actions clés ou thématiques de ce projet. La Représentation s'est notamment inspirée de ce document pour élaborer et partager un guide spécifique de capitalisation à destination de l'ensemble des interventions Enabel en RDC.

Un plan spécifique pour la mise en œuvre des actions de capitalisation du PRODAT a été élaboré et est mis à jour/renforcé progressivement. Celui-ci précise, pour chaque thématique envisagée, les éléments suivants : justification, responsable, parties prenantes, personnes à associer, période de mise en œuvre, calendrier du processus (étapes), groupe de relecture, sources d'information particulières, livrables, diffusion du livrable (moyen).

Les thèmes envisagés par résultat sont les suivants (cf. DTF additionnel) :

- Résultat 1 :
 - Filière semencière : accessibilité des ménages agricoles à la semence de qualité
 - Amélioration des pratiques agricoles (dont exploitation des bas-fonds) : expérimentation et vulgarisation
 - Typologie des OP
- Résultat 2 :
 - Exploitation des unités de transformation et de stockage
 - Appui à la commercialisation (dont ventes groupées et crédit stockage)
 - Evacuation des produits agricoles
- Résultat 3 :
 - Mobilisation et mise à niveau des agents STD dans le cadre de l'accompagnement de proximité (dont ressources endogènes des OP)
- Résultat 4 :
 - Accompagnement des acteurs potentiels du développement local (élaboration du référentiel de zone)
 - Diffusion des bonnes pratiques Genre

D'autres (sous-)thématiques pourraient aussi être abordées : coordination du secteur agricole, outils de communication (telle la tenue du Festival AlimenTerre).

Pour la diffusion des livrables (à travers des ateliers, émissions radio, vidéos, ...), plusieurs thématiques pourraient être combinées.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Amélioration progressive des conditions socio-économiques dans le milieu paysan grâce aux innovations techniques et amélioration en termes de gestion/organisation introduites par le PRODAT	MinAgri, Enabel
Accessibilité croissante des producteurs à la semence grâce à la présence d'agrimultiplicateurs dans la zone de production	SENASAEM, MinAgri, Enabel
Adoption croissante des pratiques culturelles innovatrices et durables grâce à l'appui-conseil du programme	MinAgri, Enabel
Couverture appréciable en termes d'unités de transformation et de stockage	MinAgri, Enabel
Mise en place effective de circuits de commercialisation	MinAgri, Enabel
Pertinence de l'appui-conseil de proximité	MinAgri, Enabel

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Sans objet dans ce cas.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre			Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Source	Action(s)	Responsable	Date limite	Progression	Statut
Convenir des modalités d'appui à la concertation agricole et diligenter la mise en œuvre des actions retenues (concertation au niveau provincial / CARG, COPROSEM)	30/05/2018	Comité de pilotage	Prise d'arrêtés spécifiques	Ministre Provincial en charge de l'Agriculture	28/02/2020	Mise en place préconisée d'un cadre de concertation provincial multi-acteurs et multisectoriel, avec accord de principe pour considérer le CCPA comme cadre de concertation sectoriel (Agriculture) et le COPROSEM comme cadre de concertation sous-sectoriel (Filière semences)	En cours
			Facilitation de la mise en place du réseau des agrimultiplicateurs	IM/PRODAT	28/02/2020	Mise en place du Dispositif Provincial d'Encadrement Agricole (DPEA)	
Engager des actions en vue de revoir ou d'annuler les contrats de cession des équipements de transformation mis en place par PAIDECO (rizeries, baleinières) et mobiliser de nouveaux acquéreurs / exploitants	30/05/2018	Comité de pilotage	Prendre des actions responsables afin de récupérer les rizeries abandonnées. Nouvelles affectations à convenir avec Enabel	Ministre Provincial en charge de l'Agriculture	N/A	Début d'initiative prise par le Ministre provincial en vue de récupérer / réaffecter le matériel, dont quelques contacts avec les riziéristes de Kisangani, Bambwe (route de Banalia) et Opala à l'occasion de missions conjointes.	En cours

Décision à prendre			Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Source	Action(s)	Responsable	Date limite	Progression	Statut
Lancer le processus permettant d'aboutir à des décisions en vue de rendre accessible et durable l'appui conseil des services publics aux OPA et ménages agricoles	30/05/2018	Comité de pilotage	Lobbying du Gouvernement Provincial auprès du Gouvernement National	Ministre Provincial en charge de l'Agriculture	31/12/2018	Recensement et immatriculation effectués pour les agents de la Tshopo (dont IPAPEL et IPDR) Processus de mécanisation en cours (ajustement du fichier des agents de la fonction publique, consolidation des dossiers individuels)	En cours
Édicter une loi au niveau provincial pour lutter contre la divagation des animaux	30/05/2018	Comité de pilotage	Lobbying auprès du Gouvernement Provincial	Ministre Provincial en charge de l'Agriculture	N/A	Volonté du nouveau Gouvernement provincial de prendre des mesures dans ce sens	En cours
			Discussions au niveau local pour des solutions idoines	Services techniques de l'Agriculture	N/A	Nouvelle option prise (CP du 19/11/2020)	En cours
Valider l'avenant du DTF pour la période de transition 2020 - 2022	08/05/2020	Comité de pilotage	Organiser une réunion de SMCL pour approuver le nouveau DTF de la période de transition	CPM (Représentation Enabel-RDC)	10/05/2020	Le comité de pilotage a approuvé l'avenant du DTF qui couvre la période 2020 - 2022	Accompli
Valider le Rapport des Résultats 2019	08/05/2020	Comité de pilotage	Organiser une réunion de la SMCL qui valide le rapport annuel 2019	CPM (Représentation Enabel-RDC)	10/05/2020	Le rapport des résultats 2019 a été validé par la SMCL	Accompli

Décision à prendre			Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Source	Action(s)	Responsable	Date limite	Progression	Statut
Opérationnalisation du COPROSEM (à partir du réseau des agrimultiplicateurs)	19/11/2020	Comité de Pilotage	Proposition d'un nouvel arrêté	IPAGRI	31/03/2021	Nouvelle option prise (CP du 19/11/2020)	En cours
Partage de questions techniques essentielles	19/11/2020	Comité de Pilotage	Réflexions sur le changement climatique, la fertilité des sols, les identités génériques des semences de base	SRF (INERA, IFA)	31/12/2022	Nouvelle option prise (CP du 19/11/2020)	En cours
Désenclavement et évacuation des productions agricoles	19/11/2020	Comité de Pilotage	Renforcement des dynamiques locales d'aménagement du réseau multimodal	Coordonnateur Enabel-Tshopo	31/03/2021	En fonction des avancées du PRODET	En cours
			Plaidoyer pour le retour d'une intervention axée sur le désenclavement	Gouverneur de Province	N/A	Rencontre à Kisangani avec les Ambassadeurs de l'Union Européenne et de la Belgique (29/01/2021)	En cours

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

- *Au niveau de la production agricole :*

Renforcer l'interaction agriculture – élevage par la stabulation progressive du petit bétail et le développement de la rizipisciculture dans les bas-fonds

Consolider l'approche de vulgarisation sur l'agroforesterie avec l'utilisation des arbres utilitaires (économiques, fertilisants)

- *Nouvelle approche de développement local :*

Renforcer le développement agricole et socioéconomique durable selon une approche territoriale / locale, en mettant notamment l'accent sur l'insertion professionnelle et les dynamiques locales d'aménagement du réseau multimodal (voies de desserte agricole). La théorie du changement paraît bien adaptée à cette approche de développement local (sur base d'une vision commune).

- *Focalisation sur l'impact au niveau des ménages agricoles grâce à une vulgarisation orientée et variée :*

Les organisations de producteurs agricoles ont été retenues comme partenaires clés et portes d'entrée des appuis et actions du PRODAT. Cette stratégie a permis de toucher un nombre important de ménages et de renforcer les organisations locales en capacité de délivrer de meilleurs services à leurs membres. Afin de diffuser à plus grande échelle les nouvelles pratiques reconnues par les OPA en direction des ménages agricoles non membres (d'OPA), il est nécessaire de renforcer les méthodes de vulgarisation mises en œuvre par le PRODAT. PRODAT poursuit un exercice de benchmarking puis de sélection de méthodes efficaces de vulgarisation pour atteindre ses cibles finales (ménages agricoles / exploitations familiales).

- *Coordination du secteur :*

Promouvoir la coordination du secteur agricole (par le Ministère Provincial en charge de l'agriculture et l'IPAGRI) afin que chaque acteur essentiel (dont l'INERA) y joue son rôle. Le DPEA est également ciblé, notamment pour la mise en œuvre du PPIA.

- *Crédit agricole :*

Explorer les voies des tontines mises en place par les OPA et des IMF existantes (COOPEC, ...).

Développer des synergies et complémentarité avec des interventions spécifiques sur le financement agricole, avec possibilité d'intégration à terme du volet micro-finance dans une intervention Enabel.

- *Focalisation sur la durabilité des actions appuyées par le PRODAT*

Ici, il ne s'agit pas à proprement parler de réorientations stratégiques mais plutôt de consolidation des stratégies déjà menées. Cela concerne principalement la filière semencière, l'impact au niveau des ménages agricoles, la gestion des activités entrepreneuriales agricoles, l'appui-conseil de proximité.

Concernant la filière semencière, certains liens fonctionnels nécessitent encore un renforcement, notamment suite à l'accroissement considérable de l'utilisation de la

semence de qualité par les ménages agricoles. Ainsi, le renforcement de la planification de l'offre en fonction de la demande (d'une saison à une autre et d'une spéculation/catégorie à une autre) et du système d'écoulement des semences (marketing, vulgarisation de l'utilisation de la semence de qualité, vouchers) ainsi que la mise en relation des agrimultiplicateurs avec l'INERA (avec la facilitation COPROSEM) sont visés.

La plupart de ces acteurs appuyés (agrimultiplicateurs, exploitants de bas-fonds, périmètres horticoles, unités de transformation, ménages agricoles, etc.) sont porteurs d'activités entrepreneuriales agricoles et sont à ce titre considérés comme opérateurs économiques. Si le niveau technique a pu être rehaussé d'une manière générale de façon satisfaisante, l'aspect gestion nécessite encore un focus particulier. A cette fin notamment, l'utilisation de comptes d'exploitation adéquats (assez simplifiés, constituant une sorte de boussole pour l'entreprise) est généralisée ; il s'agit là d'une porte d'entrée pour un appui spécifique à l'entrepreneuriat agricole plus consistant (avec recours à une expertise externe (GIZ) et à une commercialisation à plus grande échelle.

La problématique de la prise en charge des techniciens des STD à l'issue du PRODAT continue de constituer une des principales interrogations ; les différentes évaluations (internes et externes) le relèvent ainsi. Certains services apportés sont à présent reconnus avec satisfaction par le milieu paysan. Des solutions alternatives et temporaires, une prise en charge effective et complète par l'Etat lui-même (à travers les ETD notamment), peuvent être envisagées. PRODAT facilite les réflexions sur la capitalisation et la durabilité des actions en cours auprès de STD ayant bénéficié d'appuis via des conventions de subsides. Chacun des services participant à la réflexion pourra ainsi produire une feuille de route d'activités et d'actions clés contribuant à renforcer la durabilité des outputs des actions mises en œuvre.

La problématique d'écoulement des productions agricoles peut trouver une solution (toute relative) à travers les dynamiques locales d'aménagement du réseau multimodal (voies terrestres et fluviales d'évacuation des produits agricoles), qui pourraient être renforcées (par un appui technique et organisationnel essentiellement).

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
<i>Facilitation du rapport offre/demande via la planification périodique, amélioration du système d'écoulement (marketing, vulgarisation de l'utilisation de la semence de qualité, vouchers), mise en relation avec l'INERA des Agri-X suffisamment professionnalisés pour produire la semence Base ou R1</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT et ATN prod° agric.</i>	<i>Q4/2021</i>
<i>Renforcement de l'application de la rotation culturale (technique de base pouvant être combinée à certaines autres)</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT et ATN prod° agric.</i>	<i>Q4/2021</i>

Recommandations	Acteur	Date limite
<i>Intensification du développement de l'outillage manuel et intrants (élargissement de l'offre, diffusion de proximité)</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT, ATI agroéconomiste et ATN prod° agric.</i>	<i>Q4/2021</i>
<i>Renforcer l'interaction agriculture – élevage</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT et ATN prod° agric.</i>	<i>Q4/2021</i>
<i>Poursuivre la vulgarisation agricole à plus grande échelle en direction des ménages non membres des OPA</i>	<i>Resp. PRODAT, Chargé de communication</i>	<i>Q4/2021</i>
<i>Généralisation et suivi de l'utilisation de comptes d'exploitation adaptés (au niveau des OP et ménages)</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT, ATI agroéconomiste et ATN prod° agric.</i>	<i>Q4/2021</i>
<i>Explorer et tester les différentes pistes pré-identifiées relatives au crédit agricole (valorisation des tontines paysannes, IMF existantes, synergie avec intervention SAVANES-PIREDD/AFD)</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT, ATI agroéconomiste</i>	<i>Q4/2021</i>
<i>Mettre l'accent sur l'appui à l'entrepreneuriat agricole (recours à une expertise extérieure, GIZ) et la commercialisation à plus grande échelle</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT, ATI agroéconomiste</i>	<i>Q4/2021</i>
<i>Poursuivre le renforcement et accompagnement des STD sur la capitalisation d'expériences.</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT, ATN RC et Chargé suivi & évaluation</i>	<i>Q4/2021</i>
<i>Application (à travers les CdS) d'une stratégie sur la durabilité par rapport à la problématique de la prise en charge des techniciens STD (de proximité), basée notamment sur l'évolution des processus en cours (mécanisation des agents, exécution budgétaire pour le secteur agricole)</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT et ATN RC</i>	<i>Q1/2021</i>
<i>Améliorer la collaboration avec les structures de recherche (INERA, IFA), dans le cadre de la coordination du secteur agricole</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT, ATN prod° agric. et ATN RC</i>	<i>Q2/2021</i>

Recommandations	Acteur	Date limite
<i>Opérationnaliser le COPROSEM sur la base du réseau des agrimultiplicateurs</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT, ATN prod° agric. et ATN RC</i>	<i>Q1/2021</i>
<i>Mettre en œuvre l'approche développement local sur la zone pilote</i>	<i>PRODAT / ATI Resp. PRODAT et ATN RC</i>	<i>Q4/2021</i>
<i>Mettre l'accent sur les dynamiques locales d'aménagement des voies de dessertes agricoles (pistes et biefs navigables)</i>	<i>PRODET, PRODAT / ATI Resp. PRODAT et ATN RC</i>	<i>Q4/2021</i>
<i>Renforcer les synergies avec EDUT et PADP/PLVS</i>	<i>EDUT, PADP, PLVS, PRODAT / ATI Resp. PRODAT, ATI agroéconomiste, ATN post-récolte, ATN prod° agric. et ATN RC</i>	<i>Q4/2021</i>

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.		
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.		
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.		

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?	
	A L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Le cadre logique (extrait du DTF additionnel) a connu quelques évolutions :

Objectif général / Objectif spécifique	Indicateurs	Baseline 2015	Progrès 2020	Cible finale 2022	Sources de vérification	Hypothèses	Commentaires
OG : Les revenus des exploitations familiales dans les zones cibles du district de la Tshopo sont augmentés grâce à une relance durable de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté	Augmentation du revenu brut moyen annuel des exploitations familiales	333 USD	509 USD	641 USD	Compte d'exploitation des ménages agricoles	<p>La stabilité politique et sécuritaire est assurée</p> <p>Les zones de production sont désenclavées</p> <p>Appui du gouvernement provincial et ses démembrements territorial pour l'appui aux organisations paysannes et les facilités accordées (diminution des tracasseries)</p>	Impact de la dévaluation du FC par rapport aux Dollars (900 FC pour 1 \$ en 2015 et 1700 FC pour 1 \$ en 2019) Suivi par extrapolation jusqu'en 2019 et sur un échantillon précis à partir de 2020
OS1 : Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés	Productivité agricole (rendement riz pluvial)	0,8 T/ ha	1,6 T/ ha	1,8 T/ ha	Rapport et enquête IPAGRI	Pas d'aléas climatiques majeurs	
	Taux d'adoption de la rotation culturale	8 %	69 %	75 %	Rapport d'enquête	Disponibilité, coopération et acceptation par la population des techniques innovantes	
	Niveau de représentation des femmes dans les organes de direction des OPA	30 %	52 %	50 %	Rapport d'enquête	La société est ouverte au changement en faveur d'une plus grande égalité des femmes et des hommes	Prise en compte du Genre de façon transversale

Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2015	Progrès 2020	Cible finale 2022	Sources vérif ^o	Hypothèses	Commentaires
R1 : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales							
<i>SR1.1 Des semences sont produites en qualité et en quantité suffisantes afin de satisfaire la demande</i>	Taux d'utilisation des semences améliorées par les ménages agricoles	10%	79%	70%	Rapports d'enquête	L'absence de projet venant en concurrence des méthodes et condition de production et de distribution des semences La disponibilité, l'accessibilité et la bonne qualité des semences	Cible initiale dépassée, ambition revue à la hausse A partir de 2019, l'échantillon a été élargi aux ménages non appuyés directement par PRODAT (à travers une OP ou par des vouchers) Production de semences à proximité, élargissement de l'assiette client à travers le système vouchers, essais variétaux en milieu paysan, inspecteurs semenciers déconcentrés, ateliers de formation/ information autour de la filière semencière, promotion à travers les médias
<i>SR.1.2. Des méthodes agroécologiques de production agricole sont développées et mises en œuvre</i>	Taux d'utilisation des itinéraires techniques améliorés et durables (par type : GIFS, ...) diffusées auprès des OP et des exploitations familiales	Semis en ligne: 3%	86%	80%	Rapports d'enquête	La communauté paysanne est ouverte aux innovations	Cible initiale dépassée, ambition revue à la hausse Accompagnement de proximité (moniteurs agricoles, agronomes superviseurs, antennes, ...)
		SCV : 0%	53%	25%			Cible initiale dépassée, ambition revue à la hausse Tendance prononcée à se rapprocher de la cible (par rapport à 2017)
		Agroforesterie: 2%	37%	5%			Concernant l'agroforesterie, bien qu'un programme agricole a moins de chance de réussite en zone forestière (ce qui n'est pas le cas en zone de savane ou pour un programme à caractère plus spécifiquement environnemental/forestier), l'élargissement aux arbres économiques (pas seulement fertilisants) semble mieux répondre aux aspirations des agriculteurs
<i>SR.1.3. Les OPA et les prestataires de services de proximité sont accompagnés dans les fonctions d'appui- conseil</i>	Proportion de ménages ayant recours aux services fournis par les OPA	Accès aux semences: 14%	82%	80%	Rapports d'enquête	Appropriation du programme par les OPA et les ministères techniques	Cible initiale dépassée, ambition revue à la hausse
		Appui à la commercialisation: 7%	46%	30%			Cible initiale dépassée, ambition revue à la hausse

Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2015	Progrès 2020	Cible finale 2022	Sources de vérification	Hypothèses	Commentaires
R2: Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés							
<i>SR2.1. L'accès aux équipements de stockage et de transformation des produits agricoles est facilité, avec un accompagnement des gestionnaires dans la gestion et la maintenance des équipements</i>	Quantité de riz décortiqué et de manioc moulu	Riz: 0T Manioc: 0T	679 T 254 T	1200 T 150 T	Rapport IPAPEL, IPDR/S ENATE C, OPA et PRODAT	Appropriation du programme par les OPA	L'écart s'explique par le retard dans la mise en service des centres multi-services de transformation (livraison tardive des UT) : les données ici présentées pour 2019 ne concernent que 3 décortiqueuses sur 20 prévues et 1 moulin sur 11
	Quantité des produits agricoles stockés au niveau d'unités spécifiques	0T	361 T	800T	Rapport IPDR, OPA et PRODAT	OPA/unions dynamiques et impliquées dans les activités de stockage/commercialisation, mise à disposition des sites par les localités	Sur les 760 T de capacités (2 US1 et 13 US2), seuls 400 T ont été utilisés (suite aux retards accusés pour la construction)
<i>SR2.2. Les capacités des OPA et de leurs faitières dans la commercialisation sont améliorées</i>	Quantités des produits agricoles commercialisés (à travers des circuits maîtrisés)	0T	550 T	600T	Rapport d'enquête	Les producteurs (F/H) subissent moins de tracasseries Les zones de production sont désenclavées	Appui à la sensibilisation, formation et accompagnement des OP par UPDKIS au niveau des bureaux de vente (application de ventes groupées et crédit stockage)

Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2015	Progrès 2020	Cible finale 2022	Sources de vérification	Hypothèses	Commentaires
R3: Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole							
<i>SR3.1. Les services clés de l'agriculture sont renforcés dans leur rôle de fournitures de services d'information, d'appui-conseil et de suivi des politiques provinciales</i>	Indice de satisfaction des OPA pour les services rendus par les services techniques	21%	80%	80%	Rapport d'enquête	Disponibilité d'agents de l'Etat compétents, diplômés, percevant un salaire et n'ayant pas atteint l'âge de la retraite Attentes raisonnable des STD envers PRODAT en termes d'appui et rôle	Cible initiale dépassée, ambition revue à la hausse
R4: Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité sont réunies dans la zone rurale- urbaine d'Isangi et son hinterland en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques							
<i>SR4.1. Les acteurs potentiels du développement local sont accompagnés</i>	1. Les acteurs locaux ont une meilleure connaissance de leur environnement	0	2	5	Cartes participatives et inclusives (réalisés par les acteurs) et modélisées Cartes territoires, bassins de productions, mobilités, etc. Plan d'action conjoint élaboré et mis en œuvre	Conditions stables de santé, de sécurité et de mobilité Plan de communication pour le Développement adapté et outils de mis en œuvre Motivation et attitude collaborative entre les communautés et avec Enabel	Questionnaires et cartographies : socioéconomique, géographique, foncier (lead PRODAT)

Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2015	Progrès 2020	Cible finale 2022	Sources de vérification	Hypothèses	Commentaires
<i>SR4.1. Les acteurs potentiels du développement local sont accompagnés</i>	2. Le nombre d'activités intersectorielles (au moins 2 RH issus de 2 Interventions) réalisées	0	5 activités avec PRODAT (formation, RC, fourniture bouture et semence) 5 activités avec PRODET (formation SIG, chantiers-écoles) 2 activités avec PLVS (formation, conception modulaire)	20 activités avec PRODAT (formation, RC, insertion) 10 activités avec PRODET (formation SIG, chantiers-écoles, insertion) 5 activités avec PLVS (formation, conception modulaire) 5 activités avec PADP (formation, maintenance, insertion, conception modulaire)	Rapports résultats projets Rapports d'activités Rapports capitalisation résultats communs Articles, capsules, affiches, dépliants, etc.	Conditions stables de santé, de sécurité et de mobilité Plan d'action commun réalisé et approprié par les équipes projets (EDUT, PRODAT, PRODET, PADP, PLVS)	
	3. Le nombre de personnes accompagnés en milieu rural (ratio Homme/Femme)	0	16	T=500 300 (accompagnés PIDR dont 55 % de femmes) 200 (accompagnés HPP dont 45% de femmes)	Rapports CdS PGS Rapports des résultats	Signature des Conventions de subsides PIDR et HPP Appropriation des outils entrepreneuriaux et motivation d'entreprendre Culture associative et collaborative Formation courte, stage, chantier école, champs d'application, champs-école paysans pour au moins de 15 jrs	

Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2015	Progrès 2020	Cible finale 2022	Sources de vérification	Hypothèses	Commentaires
<i>SR4.1. Les acteurs potentiels du développement local sont accompagnés</i>	4. Le nombre de personnes insérés en milieu rural (ratio Homme/Femme)	0	2	T=350 210 (dont 55 % de femme) 140 (dont 45% de femmes)	Rapports CdS PGS Rapports des résultats	Signature des Conventions de subsides PIDR et HPP Appropriation des outils entrepreneuriaux et motivation d'entreprendre Culture associative et collaborative Stage professionnel payant, chantier école payant, champs d'application payant, auto emploi, emploi salarié de plus de 15 jrs (normes OIT)	
	5. Les partenaires locaux s'approprient les mécanismes d'insertion professionnelle en milieu rural	0	0	2 partenaires (PIDR et HPP) présent et de façon durable	Rapports CdS Rapport des résultats projets	Durabilité de l'accompagnement vers l'insertion avec la fin des Subsidés	

La théorie du changement mise à jour :

IMPACT :		
Les Revenus des exploitants familiaux dans les Zones cibles de la TSHOPO sont augmentés grâce à une relance durable de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté.		
CHANGEMENTS INTERMÉDIAIRES		
- L'état met en œuvre la bonne gouvernance (atténuation des tracasseries, actualisation des lois et textes légaux, utilisation des ressources, sécurité, ...)		
OUTCOME :		
Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés		
CHANGEMENTS INTERMÉDIAIRES		
- Les institutions financières facilitent l'accès au crédit agricole (R1, R2)		
	Les ménages agricoles utilisent les services de conservation, de transformation et de commercialisation	
L'état réhabilite et entretient des réseaux routiers et fluviaux (R1, R2, R3 et R4)		

<p>RESULTAT 1</p> <p>Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales</p>	<p>RESULTAT 2</p> <p>Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés</p>	<p>RESULTAT 3</p> <p>Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole</p>	<p>RESULTAT 4</p> <p>Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques</p>
<p>CHANGEMENTS INTERMÉDIAIRES</p>			
<p>- L'état s'occupe de la contractualisation pour l'accès à la terre (foncier)</p> <p>- Les ménages agricoles valorisent les produits forestiers non ligneux (PFNL)</p>	<p>- Certaines OPA s'organisent en coopératives agricoles à travers les bureaux de vente</p>	<p>Le gouvernement assure l'amélioration de la qualité de l'éducation</p> <p>Le gouvernement prend en charge les agents de l'état</p>	<p>L'état assure la sécurité sur les territoires</p>
<p>ACTIVITES R1</p> <p>1. Etudes techniques et socio-économiques</p> <p>2. Production de semences en qualité et en quantité suffisantes afin de satisfaire la demande</p>	<p>ACTIVITES R2</p> <p>1. Facilitation de l'accès aux équipements de stockage et de transformation des produits agricoles</p> <p>2. Accompagnement des gestionnaires dans la gestion et la maintenance des investissements</p>	<p>ACTIVITES R3</p> <p>1. Amélioration de la coordination sectorielle et du suivi des interventions dans le secteur agricole</p> <p>2. Capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole</p>	<p>ACTIVITES R4</p> <p>1. Accompagner les acteurs potentiels du développement local</p> <p>2. Stimuler l'insertion professionnelle et la création d'emploi pour les jeunes favorisant le développement local de l'hinterland d'Isangi</p>

<p>3. Développement et mise en œuvre de méthodes agro écologiques de production agricole</p> <p>4. Accompagnement des OPA et des prestataires de services de proximité dans les fonctions d'appui-conseil</p> <p>5. Amélioration de la qualité de l'outillage agricole</p>	<p>3. Renforcement des compétences des femmes en matière d'entrepreneuriat agricole et de leadership</p> <p>4. Mise en place d'un dispositif adapté d'information sur le prix, les marchés et les statistiques</p> <p>5. Amélioration des capacités des OPA et de leurs faîtières dans la commercialisation</p> <p>6. Appui en entrepreneuriat agricole</p> <p>3'. Accompagnement des femmes pour viabiliser le circuit de commercialisation</p> <p>6'. Renforcement des bureaux de ventes pour développer leurs activités (organisation, fonctionnement)</p> <p>6''. Sédentariser les jeunes par leur insertion dans les services (cfr R4)</p> <p>7. Facilitation d'accès à des fonds de roulement pour les services de conservation, transformation et commercialisation</p>	<p>3. Renforcement des services clés de l'agriculture</p> <p>4. Appui spécifique au SENASEM et à l'INERA en lien avec les services et produits attendus</p>	<p>3. Assurer le Monitoring, Suivi-évaluation et Capitalisation du résultat commun</p>
--	--	---	--

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Sans objet dans ce cas.

10.4 Aperçu des MoRe Results

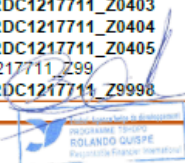
Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	05/2017
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	10/2022
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Octobre 2015, Février 2017, Août 2019, Janvier 2020 et Novembre 2020

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Etiquettes de lignes	Total Budget	le Exé à 2019 :	de Exé 2020	Somme de Actuels	l engagements	Somme de Availab
RDC1217711	15.000.000	8.013.419	1.717.150	9.730.569	10.161	5.259.270
RDC1217711_A	5.317.100	2.941.848	593.404	3.535.251	1.615	1.780.234
RDC1217711_A01	108.062	58.062	2.697	60.759	376	46.927
RDC1217711_A0101	108.062	58.062	2.697	60.759	376	46.927
RDC1217711_A02	1.128.018	784.338	104.461	888.799	1.238	237.981
RDC1217711_A0201	79.559	57.058	8.408	65.466	0	14.093
RDC1217711_A0202	64.675	42.175	2.290	44.465	0	20.210
RDC1217711_A0203	3.853	3.853	4.624	8.477	693	-5.317
RDC1217711_A0204	177.973	112.723	7.960	120.683	0	57.290
RDC1217711_A0205	108.423	73.423	38.000	111.422	0	-2.999
RDC1217711_A0206	111.867	101.867	615	102.481	0	9.386
RDC1217711_A0207	209.738	189.738	14.012	203.751	545	5.442
RDC1217711_A0208	56.363	26.363	11.816	38.179	0	18.184
RDC1217711_A0209	89.689	59.689	0	59.689	0	30.000
RDC1217711_A0210	225.878	117.449	16.735	134.185	0	91.693
RDC1217711_A03	1.186.442	695.043	123.338	818.381	0	368.061
RDC1217711_A0301	62.245	37.245	792	38.037	0	24.208
RDC1217711_A0302	309.721	138.572	44.936	183.508	0	126.213
RDC1217711_A0303	244.636	159.636	15.332	174.968	0	69.668
RDC1217711_A0304	112.585	62.585	15.353	77.939	0	34.646
RDC1217711_A0305	391.493	276.243	31.563	307.807	0	83.686
RDC1217711_A0306	65.762	20.762	15.361	36.123	0	29.639
RDC1217711_A04	582.266	348.625	25.109	373.733	0	208.533
RDC1217711_A0401	79.222	61.722	3.805	65.527	0	13.695
RDC1217711_A0402	229.517	135.517	2.736	138.253	0	91.264
RDC1217711_A0403	57.325	36.326	3.358	39.684	0	17.641
RDC1217711_A0404	15.477	478	0	478	0	14.999
RDC1217711_A0405	90.339	45.339	1.960	47.299	0	43.040
RDC1217711_A0406	1.644	1.644	0	1.644	0	0
RDC1217711_A0407	108.742	67.599	13.249	80.848	0	27.894
RDC1217711_A05	1.737.430	976.001	241.203	1.217.205	0	520.225
RDC1217711_A0501	55.235	35.235	19.848	55.083	0	152
RDC1217711_A0502	35.010	20.010	97	20.107	0	14.903
RDC1217711_A0503	10.849	849	0	849	0	10.000
RDC1217711_A0504	1.879	1.879	0	1.879	0	0
RDC1217711_A0505	1.499.267	914.267	181.173	1.095.440	0	403.827
RDC1217711_A0506	135.190	3.762	40.086	43.848	0	91.342
RDC1217711_A06	574.882	79.779	96.596	176.375	0	398.507
RDC1217711_A0601	574.882	79.779	96.596	176.375	0	398.507
RDC1217711_B	1.908.518	804.340	268.859	1.073.200	0	835.318
RDC1217711_B01	626.384	366.385	100.333	466.718	0	159.666
RDC1217711_B0101	436	436	0	436	0	-0
RDC1217711_B0102	117	117	-15	102	0	15
RDC1217711_B0103	322.560	187.561	62.455	250.016	0	72.544
RDC1217711_B0104	303.271	178.270	37.893	216.164	0	87.107
RDC1217711_B02	957.379	224.449	141.694	366.142	0	591.237
RDC1217711_B0201	75.386	22.885	195	23.081	0	52.305
RDC1217711_B0202	9.732	9.732	0	9.732	0	0
RDC1217711_B0203	93.479	39.479	5.018	44.497	0	48.982
RDC1217711_B0204	283.782	152.352	40.119	192.472	0	91.310
RDC1217711_B0205	495.000	0	96.361	96.361	0	398.639
RDC1217711_B03	108.611	63.612	7.758	71.370	0	37.241
RDC1217711_B0301	85.312	47.812	7.758	55.571	0	29.741
RDC1217711_B0302	23.299	15.799	0	15.799	0	7.500
RDC1217711_B04	16.222	16.222	0	16.222	0	-0
RDC1217711_B0401	2.444	2.444	0	2.444	0	-0
RDC1217711_B0402	13.778	13.778	0	13.778	0	0
RDC1217711_B05	86.195	34.946	18.519	53.465	0	32.730
RDC1217711_B0501	50.171	30.171	18.292	48.464	0	1.707
RDC1217711_B0502	8.405	2.155	0	2.155	0	6.250
RDC1217711_B0503	27.619	2.619	0	2.619	0	25.000
RDC1217711_B0504	0	0	227	227	0	-227
RDC1217711_B06	70.369	55.369	0	55.369	0	15.000
RDC1217711_B0601	23.423	8.423	0	8.423	0	15.000
RDC1217711_B0602	4.687	4.687	0	4.687	0	0
RDC1217711_B0603	42.259	42.258	0	42.258	0	1
RDC1217711_B07	43.358	43.358	555	43.913	0	-555
RDC1217711_B0701	43.358	43.358	555	43.913	0	-555
RDC1217711_C	988.021	659.020	25.243	684.263	0	303.758
RDC1217711_C01	45.442	2.942	0	2.942	0	42.500
RDC1217711_C0101	45.442	2.942	0	2.942	0	42.500
RDC1217711_C02	12.369	2.369	0	2.369	0	10.001
RDC1217711_C0201	12.369	2.369	0	2.369	0	10.001

U N A P A S A G E P O R T A D E A S I M I L A N T E S
 U N I O N I S A S I M I L A N T E S
 P R O G R A M A 1 3 0 0 P O
 R O L A N D O Q U I S P E
 R e s p o n s a b l e F i n a n c i e r o - A d m i n i s t r a t i v o

Étiquettes de lignes	Total Budget	le Exé à 2019	de Exé 2020	Somme de Actuals	I engagements	Somme de Availab
RDC1217711	15.000.000	8.013.419	1.717.150	9.730.569	10.161	5.259.270
RDC1217711_C03	728.385	566.885	14.715	581.599	0	146.786
RDC1217711_C0301	723.488	561.988	14.715	576.703	0	146.785
RDC1217711_C0302	1.750	1.750	0	1.750	0	0
RDC1217711_C0303	3.147	3.147	0	3.147	0	0
RDC1217711_C04	201.825	86.825	10.528	97.353	0	104.472
RDC1217711_C0401	175.594	85.594	10.528	96.122	0	79.472
RDC1217711_C0402	26.231	1.231	0	1.231	0	25.000
RDC1217711_D	845.874	78.219	19.883	98.103	0	747.771
RDC1217711_D01	646.168	32.442	9.759	42.201	0	603.967
RDC1217711_D0101	92.442	32.442	578	33.020	0	59.422
RDC1217711_D0102	141.425	0	1.729	1.729	0	139.696
RDC1217711_D0103	412.301	0	7.452	7.452	0	404.849
RDC1217711_D02	6.075	4.075	0	4.075	0	2.000
RDC1217711_D0201	26	26	0	26	0	0
RDC1217711_D0202	6.049	4.049	0	4.049	0	2.000
RDC1217711_D03	112.988	41.703	245	41.948	0	71.040
RDC1217711_D0301	64.507	29.507	105	29.612	0	34.895
RDC1217711_D0302	48.481	12.196	140	12.336	0	36.145
RDC1217711_D04	0	0	0	0	0	0
RDC1217711_D05	80.643	0	9.879	9.879	0	70.764
RDC1217711_D0501	34.643	0	0	0	0	34.643
RDC1217711_D0502	46.000	0	9.879	9.879	0	36.121
RDC1217711_Z	5.940.487	3.529.991	809.761	4.339.752	8.547	1.592.188
RDC1217711_Z01	4.182.115	2.443.310	461.494	2.904.804	2.450	1.274.861
RDC1217711_Z0101	1.943.650	1.489.150	112.155	1.601.305	0	342.345
RDC1217711_Z0102	731.740	366.145	137.797	503.942	716	227.082
RDC1217711_Z0103	911.930	384.964	121.593	506.557	661	404.712
RDC1217711_Z0104	594.795	203.050	89.949	293.000	1.074	300.722
RDC1217711_Z02	568.049	373.897	143.557	517.454	0	50.595
RDC1217711_Z0201	227.449	122.449	122.688	245.137	0	-17.688
RDC1217711_Z0202	37.756	17.756	0	17.756	0	20.000
RDC1217711_Z0203	144.161	114.161	8.572	122.733	0	21.428
RDC1217711_Z0204	158.683	119.532	12.297	131.829	0	26.854
RDC1217711_Z03	958.159	580.657	181.629	742.286	158	215.715
RDC1217711_Z0301	250.916	171.332	41.829	213.161	0	37.755
RDC1217711_Z0302	255.236	147.553	42.428	189.981	65	65.190
RDC1217711_Z0303	311.800	177.908	90.248	268.156	93	43.551
RDC1217711_Z0304	24.588	14.394	1.289	15.683	0	8.905
RDC1217711_Z0305	91.040	39.892	2.802	42.694	0	48.346
RDC1217711_Z0306	9.809	4.791	216	5.007	0	4.802
RDC1217711_Z0307	14.770	4.787	2.818	7.605	0	7.165
RDC1217711_Z04	232.164	148.164	19.361	167.525	5.938	58.701
RDC1217711_Z0401	28.919	8.919	2.520	11.438	0	17.481
RDC1217711_Z0402	103.853	48.853	0	48.853	0	55.000
RDC1217711_Z0403	22.570	22.570	40	22.610	0	-40
RDC1217711_Z0404	59.017	50.018	16.801	66.819	5.938	-13.740
RDC1217711_Z0405	17.805	17.805	0	17.805	0	0
RDC1217711_Z99	0	3.962	3.721	7.684	0	-7.684
RDC1217711_Z9998	0	3.962	3.721	7.684	0	-7.684
Total général	15.000.000	8.013.419	1.717.150	9.730.569	10.161	5.259.270



10.6 Ressources en termes de communication

- Dépliant actualisé sur les résultats atteints par le projet ;
- Elaboration du vade-mecum destiné aux moniteurs agricoles ;
- Affiches de vulgarisation (succès du semis en ligne, succès de la riziculture de bas-fonds, succès de l'utilisation des sacs PICS), format A1 ;
- Diffusion de spots radio de vulgarisation/sensibilisation ;
- Diffusion d'émissions préenregistrées sur les radios locales : jeu de question-réponse sur des thèmes variés ;
- Rediffusion d'émissions en direct sur radios locales : micro-trottoir, jeu de question-réponse entre présentateur et personne-ressource, témoignage(s) sur les thèmes précités ;
- Evaluation de la deuxième campagne de vulgarisation agricole ;
- Articles de presse sur différentes thématiques ;
- Production de documents de capitalisation (crédit stockage, ventes groupées, exploitation des bas-fonds, filière semencière, amélioration des pratiques agricoles, exploitation des unités de transformation et de stockage, mobilisation et mise à niveau des agents STD dans le cadre de l'accompagnement de proximité) ;
- Organisation du Festival AlimenTerre 2020 dans la Tshopo